



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

29 textes

S O M M A I R E

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

1. Arrêté n° HC 713 CABINET/SdS/CLSV du 6 juin 2023 modifiant l'arrêté n° HC 2033 CABINET/SdS/CLSV modifié du 15 décembre 2022 renouvelant l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par l'Océanienne de financement (OFINA) à Papeete
2. Arrêté DIR 25 107 du 5 mai 2025 portant subdélégation de signature au service d'État de l'aviation civile en Polynésie française
3. Arrêté n° 2025-4-30-DET portant délégation de signature du directeur des services pénitentiaires d'outre-mer par intérim

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

4. Arrêté n° 629 CM du 7 mai 2025 portant modification de l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 relatif aux conditions d'exercice des activités de producteurs d'huîtres perlières ou de producteur de produits perliers en Polynésie française
5. Arrêté n° 631 CM du 9 mai 2025 fixant la liste des matières premières exonérées de taxe sur la valeur ajoutée à l'importation en application de l'article LP. 348-8, 5° ter du code des impôts

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

6. Arrêté n° 888 PR du 9 mai 2025 relatif à l'exercice des attributions de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions

ACTES DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

7. Centre hospitalier de la Polynésie française - Décision n° 224-2025 DIR/CHPF du 7 mai 2025 portant délégation de signature à Mme Claire CHAPEL épouse HERSENT, directrice des ressources humaines, de la qualité de vie et du bien-être au travail

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

8. Arrêté du 27 mars 2025 fixant au titre de l'année 2025 le nombre et la répartition des postes offerts aux concours pour le recrutement d'infirmiers de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
9. Arrêté du 27 mars 2025 fixant au titre de l'année 2025 le nombre et la répartition des postes offerts aux concours pour le recrutement d'assistants de service social des administrations de l'État pour les services et établissements publics relevant des ministres chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche
10. Arrêté du 27 mars 2025 annulant et reportant une épreuve écrite d'admissibilité du concours sur épreuves pour le recrutement d'élève administrateur des affaires maritimes de 2de classe ouvert par arrêté du 11 décembre 2024 (session 2025)
11. Arrêté du 26 mars 2025 autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture d'un concours externe sur titres et travaux pour le recrutement d'ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur
12. Arrêté du 26 mars 2025 fixant les conditions de déroulement de la période de formation initiale des militaires engagés en qualité d'élèves gendarmes
13. Arrêté du 26 mars 2025 autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture d'un concours externe sur titres et travaux pour le recrutement d'ingénieurs des systèmes d'information et de communication relevant du ministre de l'intérieur
14. Arrêté du 25 mars 2025 relatif au comité ministériel d'audit interne
15. Arrêté du 25 mars 2025 portant création d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « base de données nationale des signatures publiques » prévu par le décret n° 2021-1205 du 17 septembre 2021 modifié relatif à la légalisation et à l'apostille des actes publics établis par les autorités françaises
16. Arrêté du 25 mars 2025 modifiant l'arrêté du 17 septembre 2024 relatif à la chaîne de concertation au sein de la gendarmerie nationale
17. Arrêté du 25 mars 2025 fixant les taux de promotion dans les corps des ministères de l'économie, des finances et de l'industrie et du budget et des comptes publics pour l'année 2025
18. Arrêté du 25 mars 2025 fixant le taux de promotion dans le grade de major de police du corps d'encadrement et d'application de la police nationale du ministère de l'intérieur pour l'année 2025
19. Arrêté du 25 mars 2025 autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture de recrutements sans concours d'adjoints techniques de recherche et de formation et fixant le nombre et la répartition des postes offerts à ces recrutements
20. Arrêté du 25 mars 2025 autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture d'examens professionnels pour l'avancement au grade d'adjoint technique principal de recherche et de formation de 2e classe et fixant le nombre et la répartition des postes offerts
21. Arrêté du 24 mars 2025 fixant la répartition du nombre de contrats offerts au titre de l'année 2025 au concours externe, au concours externe spécial en langue régionale et au troisième concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles des établissements d'enseignement privés sous contrat
22. Arrêté du 24 mars 2025 fixant les taux d'avancement de groupe applicables aux personnels à statut ouvrier du ministère des armées au titre de l'année 2025
23. Arrêté du 24 mars 2025 fixant le nombre de places offertes pour la 2e session des concours externe et interne de recrutement des greffiers des services judiciaires au titre de l'année 2025 (épreuves écrites en avril 2025)
24. Arrêté du 20 mars 2025 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2019 pris pour l'application aux officiers généraux de la gendarmerie nationale du décret n° 2018-965 du 8 novembre 2018 portant création d'une indemnité spécifique de haute responsabilité
25. Arrêté du 20 mars 2025 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2019 fixant par groupes la liste des emplois de la gendarmerie nationale ouvrant droit à l'attribution de l'indemnité spécifique de haute responsabilité

26. Arrêté du 13 février 2025 portant approbation de l'instruction particulière n° 2340 sur l'élaboration, la validation et l'utilisation d'un guide de classification
27. Arrêté du 12 mars 2025 autorisant l'ouverture du concours externe sur épreuves et du concours interne pour le recrutement dans le corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse au titre de l'année 2025
28. Arrêté du 6 mars 2025 pris pour l'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié et relatif à la politique de déplacement professionnels des agents affectés à la direction générale de l'aviation civile ou voyageant pour son compte et du bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile

ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Avis officiels

29. Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de la commune de Teva I Uta pour le mois d'avril 2025



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 1/29, Page 1/2

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC 713 CABINET/SdS/CLSV du 6 juin 2023 modifiant l'arrêté n° HC 2033 CABINET/SdS/CLSV modifié du 15 décembre 2022 renouvelant l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par l'Océanienne de financement (OFINA) à Papeete

NOR : ETA25300388AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

Vu le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure (articles R 251-1 à R 253-4 du code de la sécurité intérieure) ;

Vu le décret modifié n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté n° 198 HC/CAB/PS du 24 avril 2007 portant constitution de la commission des systèmes de vidéosurveillance de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 566 CAB/BSIRI/CLSV du 9 avril 2014 portant modification de l'arrêté n° 198 HC/CAB/PS du 24 avril 2007 portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 2261 CAB/SdS/CLSV du 2 octobre 2019 portant modification de l'arrêté n° HC 566 CAB/BSIRI/CLSV du 9 avril 2014 portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 390 CAB/SSOP/CSVS du 7 mars 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par l'Océanienne de Financement (OFINA) à Papeete ;

Vu l'arrêté n° HC 2033 CABINET/SdS/CLSV du 15 décembre 2022 modifiant et renouvelant l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par l'Océanienne de Financement (OFINA) à Papeete ;

Considérant la demande de modification en date du 10 mai 2023 présentée par Mme Merehau GOTTO, chargée de marketing,

Arrête :

Article 1er

Aux articles 1er, 2, 3, 5 et 10 de l'arrêté n° HC 2033 CABINET/SdS/CLSV du 15 décembre 2022 modifiant et renouvelant l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par l'Océanienne de financement (OFINA), les mots « Mme Miri AUNOA, la directrice générale » sont remplacés par les mots « Mme Marie-José BRARD, la directrice générale ».

Art. 2

Le reste demeure sans changement.

Art. 3

La directrice de cabinet du haut-commissaire de la République est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à Mme Marie-José BRARD, la directrice générale.

Pour le haut-commissaire et par délégation : la cheffe du service des sécurités,
Anne-Laure DAUTRY



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 2/29, Page 1/3

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté DIR 25 107 du 5 mai 2025 portant subdélégation de signature au service d'État de l'aviation civile en Polynésie française

NOR : ETA25300429AR

Le directeur du service d'État de l'aviation civile en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, ensemble le décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'État de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 31 août 2022 portant nomination de M. Éric SPITZ, préfet des Pyrénées-Atlantiques, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1961, modifié, portant organisation du service d'État de l'aviation civile d'intérêt général en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 25 juillet 2013 fixant les modalités d'accréditation des ordonnateurs auprès des comptables publics assignataires en application de l'article 10 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté n° HC 194 du 22 avril 2025 portant délégation de signature à M. Marc HOUALLA, directeur du service d'État de l'aviation civile en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er

A) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, tous actes, décisions, marchés publics, contrats, conventions et avenants, ainsi que les ordres de recettes, les ordres de dépenses (engagement juridique et comptable, liquidation et ordonnancement) et autres pièces budgétaires et comptables relatives au budget annexe du contrôle et de l'exploitation aériens, à :

- M. Etienne DINAND, chef du département de la surveillance ;
- M. Alain CASTAGNON, chef de la division finances ;
- M. Olivier COUGOUIL, chef de la division informatique et modernisation numérique ;
- M. Pierre REYNAUD, chef de la division patrimoine, logistique et ingénierie ;
- M. Jean-Marc BRILLANT, chef de la division ressources humaines ;
- Mme Chloé BERNACKI, chef de la division technique.

B) En matière de gestion financière mentionnée au 1° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, autorisation est donnée pour saisir dans les outils financiers, tous actes relatifs à la validation des engagements juridiques, à la certification du service fait, à la validation des demandes de paiement liés à l'exécution des dépenses, ainsi qu'à la validation des titres de recettes du « BACEA » à :

- M. Etienne DINAND, chef du département de la surveillance ;
- M. Alain CASTAGNON, chef de la division finances ;
- M. Olivier COUGOUIL, chef de la division informatique et modernisation numérique ;
- M. Pierre REYNAUD, chef de la division patrimoine, logistique et ingénierie ;
- Mme Chloé BERNACKI, chef de la division technique ;
- M. Jean-Marc BRILLANT, chef de la division ressources humaines ;
- Mme Sandrine LIU, adjoint au chef de la division ressources humaines ;
- Mme Maroussia LEONTIEFF, gestionnaire finances ;
- Mme Arielle MAYERUS, gestionnaire finances ;
- Mme Simone MOULIN, gestionnaire finances ;
- Mme Pascale TRAFTON-TAIRUA, gestionnaire finances.

Art. 2

En matière de gestion de personnel mentionnée au 2° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française dans la limite de leurs attributions respectives, tous actes relatifs à la gestion des personnels à :

- M. Jean-Marc BRILLANT, chef de la division ressources humaines ;
- Mme Sandrine LIU, adjointe au chef de la division ressources humaines ;
- M. Olivier COUGOUIL, chef de la division informatique et modernisation numérique ;
- M. Pierre REYNAUD, chef de la division patrimoine, logistique et ingénierie ;
- M. Alain CASTAGNON, chef de la division finances.

Art. 3

En matière de gestion du domaine aéronautique de l'État mentionnée au 3° et 8° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, tous les actes se rapportant à la gestion des du domaine aéronautique de l'État et à l'administration et la gestion du patrimoine foncier et bâti de la cité de l'air, à M. Pierre REYNAUD, chef de la division patrimoine logistique et ingénierie du département ressources et ingénierie.

Art. 4

En matière de sûreté de l'aviation civile mentionnée au 4° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les documents relatifs à la délivrance, à la suspension et au retrait des titres et agréments en matière de sûreté de l'aviation civile, à M. Etienne DINAND, chef du département de la surveillance et à M. Olivier BONNARD, chef de la division sûreté.

Art. 5

En matière de sécurité aéroportuaire mentionnée au 5° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les documents relatifs à la délivrance, à la suspension et au retrait des titres et agréments en matière de Sécurité aéroportuaire, de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs (SSLIA) et de Prévention du risque animalier sur les aéroports (PRA) à M. Etienne DINAND, chef du département de la surveillance et à M. Jean-Christophe BARBIERI, chef de la division aéroports et navigation aérienne.

Art. 6

En matière de sécurité des opérations aériennes mentionnées au 6° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, tous actes, décisions et pièces administratives, relatifs aux examens et titres aéronautiques, à l'utilisation des aéronefs, à l'immobilisation des aéronefs, à la formation des personnels navigants et aux entreprises de transport aérien, dans la limite de leurs attributions respectives à :

- M. Etienne DINAND, chef du département de la surveillance ;
- Mme Isabelle REGNIER, cheffe de la division opérations aériennes ;
- M. Teiva DOMINGO, chef de la subdivision transport aérien ;
- Mme Henriette WIN, cheffe de la subdivision aviation générale.

Délégation est donnée à :

- M. Teiva DOMINGO, contrôleur technique à la division opérations aériennes ;
- M. Manuel SCHNEIDER, contrôleur technique à la division opérations aériennes,

pour signer, dans la limite de leurs attributions respectives, les décisions concernant les mesures de correction et de restriction d'exploitation ou d'immobilisation des aéronefs en application des dispositions de l'article L. 6221-3 du code des transports.

Délégation est donnée à :

- Mme Tumata MAKER, inspecteur de surveillance à la division opérations aériennes ;
- Mme Manoa FRUGE, inspecteur de surveillance à la division opérations aériennes,

pour signer tout document relatif aux examens et titres aéronautiques.

Art. 7

En matière de sécurité de la navigation aérienne mentionnée au 7° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, d'attestations de compétence des personnels rendant le service d'information de vol d'aérodrome et d'alerte (AFIS) et d'approbation des procédures de vol aux instruments, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, la délivrance, la suspension ou le retrait des autorisations, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M. Etienne DINAND, chef du département de la surveillance ;
- M. Jean-Christophe BARBIERI, chef de la division aéroports et navigation aérienne.

Art. 8

En matière de servitudes aéronautiques mentionnée au 8° de l'article 1er de l'arrêté susvisé, délégation est donnée à l'effet de signer au nom du haut-commissaire de la République en Polynésie française, les actes et avis relatifs à l'élaboration, la révision, la mise en application et au respect des plans de servitude aéronautique sur les aérodromes de Polynésie française à :

- M. Etienne DINAND, chef du département de la surveillance ;
- M. Jean-Christophe BARBIERI, chef de la division aéroports et navigation aérienne.

Art. 9

L'arrêté SEAC-PF-DIR 24-331 du 24 juillet 2024 portant subdélégation de signature au service d'État de l'aviation civile en Polynésie française est abrogé.

Art. 10

M. Gilles GABIREAU, chef du département des ressources et de l'ingénierie au service d'État de l'aviation civile en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et communiqué au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Le directeur du service d'État de l'aviation civile en Polynésie française,
Marc HOUALLA



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 3/29, Page 1/2

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 2025-4-30-DET portant délégation de signature du directeur des services pénitentiaires d'outre-mer par intérim

NOR : ETA25300430AR

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code pénitentiaire ;

Vu le code de justice pénale des mineurs ;

Vu le décret n° 66-874 du 21 novembre 1966 portant règlement d'administration publique relatif au statut spécial des fonctionnaires des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 66-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 87-604 du 31 juillet 1987 relatif à l'habilitation des personnes auxquelles peuvent être confiées certaines fonctions dans les établissements pénitentiaires ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-1188 du 24 décembre 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu les décrets n° 2008-1489 et n° 1491 du 30 décembre 2008 modifiant le ressort territorial des DISP ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et des établissements publics ;

Vu le décret n° 97-3 du 7 janvier 1997 portant déconcentration de la gestion de certains personnels relevant du ministère de la justice ;

Vu le décret du 22 mars 2023 substituant la dénomination « direction des services pénitentiaires d'outre-mer » à la dénomination « mission des services pénitentiaires de l'outre-mer » ;

Vu l'arrêté JUSK 0906392A du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services de l'administration pénitentiaire ;

Vu l'arrêté JUSK2209102A du 21 mars 2022 modifiant l'arrêté du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu la circulaire FP du 30 janvier 1989 relative à la protection sociale contre les risques maladie et accidents de service ;

Vu la circulaire n° 1108 du 6 novembre 2008 relative à la protection statutaire des agents des services pénitentiaires ;

Vu l'arrêté du directeur de l'administration pénitentiaire du 28 février 2025 portant délégation de signature à M. Antoine CUENOT, directeur adjoint des services pénitentiaires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté du directeur de l'administration pénitentiaire du 28 février 2025 portant exercice temporaire de fonctions désignant M. Antoine CUENOT, directeur des services pénitentiaires par intérim ;

Vu l'arrêté du 15 juillet 2024 portant nomination de Mme Agathe SORIN en qualité d'adjointe au chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a-Nuutania,

Arrête :

Article 1er

Délégation de signature est donnée à :

Mme Agathe SORIN, directrice des services pénitentiaires, CP Faa'a-Nuutania,

pour prendre toutes les décisions relatives à la gestion et à l'organisation de la détention des personnes majeures et mineures incarcérées au sein de l'établissement dans le respect des dispositions des articles R. 211-1 à R. 240-9 du code pénitentiaire, articles D. 211-18 à D. 211-20 et suivants du code pénitentiaire et L. 124-1 et L. 124-2 du code de justice pénale des mineurs.

Art. 2

Toutes les décisions d'affectation devront être transmises à la direction des services pénitentiaires d'outre-mer dans les meilleurs délais.

Art. 3

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au *Recueil des actes administratifs* du haut-commissariat de la République en Polynésie française.

Le directeur des services pénitentiaires d'outre-mer par intérim,
Antoine CUENOT



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 4/29, Page 1/4

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 629 CM du 7 mai 2025 portant modification de l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 relatif aux conditions d'exercice des activités de producteurs d'huîtres perlières ou de producteur de produits perliers en Polynésie française

NOR : DRM25200226AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code civil ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée règlementant les activités professionnelles liées à la production et à la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières ou de producteurs de produits perliers en Polynésie française ;

Vu les comptes-rendus des conseils de la perliculture du 4 juin 2024 et du 22 novembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 30 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

Le 4e alinéa de l'article 56 est modifié comme suit :

« - d'une superficie maximale de dix-huit (18) ha par bénéficiaire et par année, pour les demandes initiales et les demandes d'extension. ».

Art. 2

Après l'article 99, est inséré un article 99-1 rédigé ainsi qu'il suit :

« La réglementation applicable à la recevabilité des demandes initiales ou d'extension de surface d'élevage d'huîtres perlières ou d'huîtres perlières greffées encadrée à l'article 56 ci-dessus, s'apprécie au jour de la décision de l'autorité compétente et pas au jour de la réception desdites demandes par le service en charge de la perliculture. ».

Art. 3

L'annexe 3 de l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 est remplacée par l'annexe ci-jointe.

Art. 4

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 mai 2025.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Taivini TEAI

Annexe 3 - Plafonds de gestion perlicole des lagons de Polynésie française**ANNEXE N° 3****Plafonds de gestion perlicole des lagons de Polynésie française**

Article 1er. - La présente annexe fixe les plafonds de gestion perlicole des lagons de Polynésie française correspondant à la superficie totale maximale pouvant être octroyée pour les activités perlicoles (élevage, greffe, collectage) au sein d'un même lagon. Les plafonds de gestion sont inférieurs ou égaux aux plafonds écologiques et peuvent être modifiés sur proposition du comité de gestion décentralisé du lagon concerné.

Ile	Plafond du nombre de stations de collectage	Plafond des superficies pour l'élevage et la greffe en hectares
AHE	1 470	700
APATAKI	398	751
ARATIKA	315	85
ARUTUA	384	1 418
BORA BORA	0	2
FAAITE	0	50
FAKARAVA	0	385
GAMBIER	1 500	1 500
HIKUERU	45	40
HUAHINE	0	5
KATIU	490	143
KAUEHI	55	50
KAUKURA	0	79
MAKEMO	0	50
MANIHI	419	495
MAROKAU	0	0

Ile	Plafond du nombre de stations de collectage	Plafond des superficies pour l'élevage et la greffe en hectares
MARUTEA SUD	500	634
MOOREA	0	2
MOPELIA	0	0
MOTUTUNGA	25	0
NENGO NENGO	0	50
NUKUTEPIPI	10	2
RAIATEA	0	138
RAIVAVAE	0	0
RANGIROA	2	113
RARAKA	30	50
RAROIA	285	235
TAENGA	18	0
TAHAA	0	200
TAHANEA	25	0
TAHITI	0	3
TAKAPOTO	594	139
TAKAROA	401	323
TAKUME	298	118
TATAKOTO	10	0
TIKEHAU	0	10
TOAU	0	5
TUANAKE	0	0
TOTAL	7 274	7 775



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 5/29, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

NOR : DIP25000046AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'article LP. 348-8 du code des impôts, notamment en son 5° *ter* ;

Vu l'arrêté n° 489 CM du 23 mars 2023 portant modification de la partie « Arrêtés » du code de la concurrence de la Polynésie française relatif aux produits de première nécessité et aux produits de grande consommation, notamment en son annexe 2 ;

Arrête :

Article 1er

L'exonération de taxe sur la valeur ajoutée prévue au 5° *ter* de l'article LP. 348-8 du code des impôts s'applique aux importations des matières premières mentionnées aux a) et b) ci-après, en tant qu'elles entrent dans la composition des produits de grande consommation fabriqués ou produits localement, listés à l'annexe 2 de l'arrêté n° 489 CM du 23 mars 2023, sous la dénomination « tôles ondulées de bardage et toits, usinées localement ou découpées localement » :

- a) Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus peints, vernis ou revêtus de matières plastiques, relevant de la position 7210.70.00 de la nomenclature du tarif des douanes ;
- b) Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus, relevant de la position 7210.90.00 de la nomenclature du tarif des douanes.

Art. 2

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2025.
Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,
Warren DEXTER



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 6/29, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 817 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,

Arrête :

Article 1er

Mme Vannina CROLAS, ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions, pendant l'absence de Mme Minarii GALENON-TAUPUA, le 20 mai 2025.

Art. 2

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 2025.

Moetai BROTHERTON



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 7/29, Page 1/3

ACTES DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Centre hospitalier de la Polynésie française - Décision n° 224-2025 DIR/CHPF du 7 mai 2025 portant délégation de signature à Mme Claire CHAPEL épouse HERSENT, directrice des ressources humaines, de la qualité de vie et du bien-être au travail

La directrice,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 83-181 du 4 novembre 1983 modifiée relative à la création d'un établissement public dénommé Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 999 CM du 12 septembre 1988 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables du Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2100 CM du 13 novembre 2024 portant nomination de Mme Hani TERIIPAIA épouse OTT en qualité de directrice par intérim du Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Vu la note de service n° 220-25 DIR/CHPF du 5 mai 2025 portant nomination de la directrice des ressources humaines, de la qualité de vie et du bien-être au travail, abrogeant la note de service n° 104-25 DIR/CHPF du 10 mars 2025 ;

Vu la décision n° 107-25-2025 DIR/CHPF du 10 mars 2025 portant organigramme directionnel du Centre hospitalier de la Polynésie française,

Décide :

Article 1er

Délégation de signature est donnée à Mme Claire CHAPEL épouse HERSENT, directrice des ressources humaines, de la qualité de vie et du bien-être au travail, à l'effet de signer au nom de la directrice du Centre hospitalier de la Polynésie française les actes courants et les correspondances adressées :

- aux autres directions et services du Centre hospitalier ;
- aux autres administrations ;
- aux usagers ;
- aux personnels du Centre hospitalier de la Polynésie française,

dans le cadre des missions dévolues à la direction des ressources humaines, de la qualité de vie et du bien-être au travail.

Sont expressément exclues de la présente délégation les correspondances destinées :

- au ministre de tutelle du Centre hospitalier de la Polynésie française ;
- au président du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française ;
- aux administrateurs du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française ;
- au directeur de l'établissement Grands projets de Polynésie ;
- aux présidents des organes de gestion et d'administration des différents régimes sociaux gérés par la Caisse de prévoyance sociale ;
- aux organismes de presse.

Art. 2

Mme Claire CHAPEL épouse HERSENT est habilitée à signer au nom de la directrice du Centre hospitalier de la Polynésie française :

- 1° Les notes d'information ;

- 2° Les actes concernant la gestion courante des ressources humaines de l'ensemble du personnel de l'hôpital ;
- 3° Les contrats de travail, conventions de stage, contrats d'aide à l'emploi, conventions de vacation et les contrats de prestation en matière de formation et les marchés afférents ;
- 4° L'affectation des personnels ;
- 5° L'émission de certificats administratifs ou d'attestations, sauf pour ce qui concerne les attestations et certificats de formations assurées au CESU ou à l'école de sages-femmes ;
- 6° L'octroi de congés, récupérations et autorisations d'absence ;
- 7° Les déclarations d'accident du travail auprès de la Caisse de prévoyance sociale et les documents subséquents ;
- 8° La notation finale des agents hospitaliers, à l'exception de celle des directeurs et des chefs de services médicaux et médico-techniques ;
- 9° L'organisation et l'exécution du service minimum en cas de grève ;
- 10° Les visas préalables à l'engagement ;
- 11° L'engagement et la constatation du service fait des dépenses de personnel et accessoires ;
- 12° L'engagement et la constatation du service fait des dépenses de formation, y compris l'indemnisation des stages ;
- 13° Dans la limite des attributions de la direction des ressources humaines, de la qualité de vie et du bien-être au travail, l'engagement et la constatation du service fait des dépenses relatives :
 - au transport ;
 - à l'hébergement ;
 - à la location de véhicules ;
- 14° Les réquisitions et bons de transport, sauf quand ils concernent un directeur ;
- 15° La certification du service fait, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses de personnels et accessoires ;
- 16° L'émission de titres de recettes liés aux coûts des internes affectés à l'extérieur du CHPF ;
- 17° L'émission des titres de recettes liés aux indemnités journalières perçues ;
- 18° La mise en œuvre des procédures disciplinaires et l'attribution des sanctions jusqu'au blâme inclus pour l'ensemble du personnel recruté par ou affecté au CHPF ;
- 19° Le cas échéant, la mise à pied à titre conservatoire des agents relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration et des agents non titulaires de la fonction publique ;
- 20° La mise en œuvre des procédures disciplinaires jusqu'au licenciement des agents non titulaires de la fonction publique ;
- 21° La mise en œuvre des procédures disciplinaires jusqu'au licenciement, définie aux articles LP. 1222-1 à LP. 1222-8 et, pour les salariés protégés, aux articles LP. 2511-1 à LP. 2512-10 de la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 relative à la codification du droit du travail ;
- 22° La mise en œuvre des procédures de mise à la retraite des agents relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration, jusqu'à l'acte de mise à la retraite, conformément aux articles LP. 1223-2 à LP. 1223-10 et, pour les salariés protégés, aux articles LP. 2511-1 à LP. 2512-10 de la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 relative à la codification du droit du travail.

Sont exclus de la présente délégation les actes courants suivants :

- 1° Les notes de service ;
- 2° Les marchés et contrats non visés aux alinéas précédents.

Art. 3

Mme Claire CHAPEL épouse HERSENT est en particulier habilitée à signer au nom de la directrice du Centre hospitalier de la Polynésie française les correspondances relatives aux matières suivantes :

- 1° Accueil des stagiaires et bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'emploi ;
- 2° Accords préalables de tous stages universitaires ;
- 3° Accueil et échanges avec les postulants à un emploi au CHPF ;

4° Organisation des formations, à l'exception de celles assurées au CESU et à l'école de sages-femmes ;

5° Relations avec les organisations syndicales ;

6° Gestion des organes paritaires.

Art. 4

Délégation de signature est donnée pour les actes de gestion courante à :

- Mme Véronique VILLE, cheffe du service de la formation, afin de signer, pour ce qui concerne tout le personnel et tout stagiaire dont son service à la gestion, les actes et correspondances prévues aux articles 2.3, 2.5, 2.6, 2.10, 2.12, 2.13, 2.14, 2.15, 3.1, 3.2, et 3.4 ;
- M. Bryan TAUPUTU-de VRIENDT, chef du service du recrutement, de l'accueil et de la logistique, afin de signer les actes d'engagement, de liquidations et les bordereaux de transmission nécessaires à l'exécution des articles 2.5, 2.6, 2.7, 2.10, 2.11, 2.12, 2.13, 2.14, 2.15, 3.2 et 3.3.

Art. 5

La décision n° 125-25-2024 DIR/CHPF du 18 mars 2025.

Art. 6

Mme Claire CHAPEL épouse HERSENT désigne les référents métiers chargés du contrôle de la conformité de la commande reçue et de l'établissement du bon de réception permettant la constatation du service fait, et le cas échéant, de la validation du service fait sur le portail « Chorus Pro ». Mme Claire CHAPEL épouse HERSENT a également la responsabilité de publier la liste des référents métiers par note d'information et d'assurer la bonne conformité des opérations de service fait dans le cadre du contrôle interne.

Art. 7

La directrice des ressources humaines, de la qualité de vie et du bien-être au travail et la directrice du Centre hospitalier de la Polynésie française sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera affichée dans un lieu ouvert au public et transmise au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Fait à Pirae, le 7 mai 2025.

La directrice du Centre hospitalier de la Polynésie française,
Hani TERIIPAIA OTT



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 8/29, Page 1/2

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 27 mars 2025 fixant au titre de l'année 2025 le nombre et la répartition des postes offerts aux concours pour le recrutement d'infirmiers de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur

NOR : ETA25300411AR

La ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu l'arrêté du 27 janvier 2025 autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture de concours pour le recrutement d'infirmiers de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur,

Arrête :

Article 1er

Le nombre de postes offerts, au titre de l'année 2025, au concours pour le recrutement d'infirmiers de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur est fixé à 415.

Art. 2

En outre, 49 postes sont offerts aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

À défaut de candidats qualifiés inscrits sur la liste d'aptitude établie par le ministre chargé de la défense en application des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre pour exercer les fonctions d'infirmier de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, les emplois vacants ne peuvent être pourvus qu'en satisfaisant aux priorités définies à l'article L. 242-7 du même code et selon la procédure définie aux articles R. 242-17 et suivants du même code.

À défaut de candidats qualifiés pour exercer les fonctions d'infirmier de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, ou en cas de refus d'un candidat, les emplois non pourvus dans les conditions définies à l'article L. 242-7 s'ajoutent aux emplois à pourvoir au titre du recrutement suivant dans les conditions définies à l'article R. 242-21.

Art. 3

Enfin, 31 postes sont offerts par la voie contractuelle aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 351-1 du code général de la fonction publique.

Art. 4

L'ensemble de ces postes est réparti par académie conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 5

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 27 mars 2025.

Pour la ministre et par délégation : le directeur général des ressources humaines,

B. MELMOUX-EUDE

Annexe - Répartition des postes d'infirmiers de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur - session 2025

ANNEXE

INFIRMIERS DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Répartition des postes offerts (session 2025)

Académies	Concours unique	Bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	Travailleurs handicapés
AIX-MARSEILLE	17	2	0
AMIENS	17	2	1
BESANÇON	4	0	0
BORDEAUX	13	1	0
CORSE	2	0	0
CRÉTEIL	49	6	6
DIJON	11	1	1
GRENOBLE	17	2	1
GUADELOUPE	4	0	0
GUYANE	2	0	0
LILLE	24	3	2
LIMOGES	5	0	0
LYON	35	5	3
MARTINIQUE	4	0	0
MAYOTTE	5	0	0
MONTPELLIER	10	2	1
NANCY-METZ	32	4	4
NANTES	12	2	1
NICE	3	0	0
NORMANDIE	15	2	1
ORLÉANS-TOURS	14	2	1
PARIS	26	3	2
POITIERS	5	1	0
REIMS	5	0	1
RENNES	11	1	1
STRASBOURG	12	2	1
TOULOUSE	10	1	0
VERSAILLES	47	7	4
POLYNÉSIE FRANÇAISE	4	0	0
TOTAL	415	49	31



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 9/29, Page 1/3

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 27 mars 2025 fixant au titre de l'année 2025 le nombre et la répartition des postes offerts aux concours pour le recrutement d'assistants de service social des administrations de l'État pour les services et établissements publics relevant des ministres chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche

NOR : ETA25300409AR

La ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu l'arrêté du 27 janvier 2025 autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture de concours pour le recrutement d'assistants de service social des administrations de l'État pour les services et établissements publics relevant des ministres chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Arrête :

Article 1er

Le nombre de postes offerts, au titre de l'année 2025, aux concours pour le recrutement d'assistants de service social des administrations de l'État pour les services et établissements publics relevant des ministres chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche est fixé à 123, répartis ainsi qu'il suit :

- concours externe : 81 ;
- concours interne : 42.

Art. 2

En outre, 15 postes sont offerts aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

À défaut de candidats qualifiés inscrits sur la liste d'aptitude établie par le ministre chargé de la défense en application des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre pour exercer les fonctions d'assistant de service social des administrations de l'État, les emplois vacants ne peuvent être pourvus qu'en satisfaisant aux priorités définies à l'article L. 242-7 du même code et selon la procédure définie aux articles R. 242-17 et suivants du même code.

À défaut de candidats qualifiés pour exercer les fonctions d'assistant de service social des administrations de l'État, ou en cas de refus d'un candidat, les emplois non pourvus dans les conditions définies à l'article L. 242-7 s'ajoutent aux emplois à pourvoir au titre du recrutement suivant dans les conditions définies à l'article R. 242-21.

Art. 3

Enfin, 10 postes sont offerts par la voie contractuelle aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 351-1 du code général de la fonction publique.

Art. 4

L'ensemble de ces postes est réparti par académie conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 5

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 27 mars 2025.

Pour la ministre et par délégation : le directeur général des ressources humaines,
B. MELMOUX-EUDE

Annexe - Répartition des postes offerts d'assistants de service social des administrations de l'État pour les services et établissements publics relevant des ministres chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche - session 2025

ANNEXE

ASSISTANTS DE SERVICE SOCIAL DES ADMINISTRATIONS DE L'ÉTAT POUR LES SERVICES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS RELEVANT DES MINISTRES CHARGÉS DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Répartition des postes offerts (session 2025)

Académies	Concours externe	Concours interne	Bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	Travailleurs handicapés
AIX-MARSEILLE	5	0	1	0
AMIENS	4	0	1	1
BESANÇON	0	0	0	1
BORDEAUX	3	0	0	0
CRÉTEIL	13	19	4	5
DIJON	2	2	0	0
GRENOBLE	2	2	1	0
GUYANE	2	2	0	0
LILLE	3	2	1	1
LIMOGES	2	0	0	0
MARTINIQUE	3	0	0	0
MAYOTTE	3	0	0	0
MONTPELLIER	2	0	0	0
NANCY-METZ	4	2	1	0
NANTES	3	0	0	0
NORMANDIE	8	0	1	1
PARIS	3	4	1	0
REIMS	1	1	0	0
RENNES	4	0	1	0
STRASBOURG	4	0	1	0
TOULOUSE	1	0	0	0
VERSAILLES	5	8	2	1
POLYNÉSIE FRANÇAISE	4	0	0	0
TOTAL	81	42	15	10



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 10/29, Page 1/1

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 27 mars 2025 annulant et reportant une épreuve écrite d'admissibilité du concours sur épreuves pour le recrutement d'élève administrateur des affaires maritimes de 2^e classe ouvert par arrêté du 11 décembre 2024 (session 2025)

NOR : ETA25300408AR

La ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche,

Vu le code de la défense (partie législative), notamment le livre Ier de la partie 4 ;

Vu le décret n° 2012-1546 du 28 décembre 2012 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs des affaires maritimes, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 2013 modifié portant organisation des concours pour le recrutement d'élèves administrateurs des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté du 11 décembre 2024 autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture de concours sur épreuves pour le recrutement d'élèves administrateurs des affaires maritimes,

Arrête :

Article 1er

La première épreuve d'admissibilité (composition écrite sur un sujet portant sur l'économie, les questions sociales ou tout sujet d'intérêt général) du concours sur épreuves ouvert au titre de l'année 2025 par arrêté du 11 décembre 2024, en application de l'article 4.2 du décret du 28 décembre 2012 susvisé, qui s'est déroulée le lundi 17 mars 2025 est annulée.

Cette épreuve sera à nouveau organisée le lundi 28 avril 2025.

Art. 2

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 27 mars 2025.

Pour la ministre et par délégation : La sous-directrice du recrutement et de la mobilité,

V. LENOBLE



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 11/29, Page 1/4

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 26 mars 2025 autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture d'un concours externe sur titres et travaux pour le recrutement d'ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur

NOR : ETA25300407AR

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 95-681 du 9 mai 1995 modifié fixant les conditions d'inscription des candidats aux concours d'accès à la fonction publique de l'État et à la fonction publique hospitalière par voie électronique ;

Vu le décret n° 2003-532 du 18 juin 2003 relatif à l'établissement et à l'utilisation des listes complémentaires d'admission aux concours d'accès aux corps de la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2005-1304 du 19 octobre 2005 modifié portant statut particulier du corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur ;

Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique, notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 modifié relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française ;

Vu le décret n° 2013-908 du 10 octobre 2013 modifié relatif aux modalités de désignation des membres des jurys et des instances de sélection pour le recrutement, l'avancement ou la promotion interne des fonctionnaires relevant de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 modifié relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;

Vu le décret n° 2024-759 du 7 juillet 2024 fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2007 fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnés à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2018 fixant les règles d'organisation générale, la nature et le programme des épreuves des concours pour le recrutement d'ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur ainsi que la composition et le fonctionnement du jury ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2024 fixant les conditions et les modalités de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique,

Arrête :

JOPF authentifié n° 2025-105 du 12 mai 2025

Article 1er

Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires relatives aux emplois réservés aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 351-1 du code général de la fonction publique, est autorisée, au titre de l'année 2025, l'ouverture d'un concours externe sur titres et travaux pour le recrutement d'ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur.

Art. 2

Ce concours est ouvert dans les spécialités suivantes :

- immobilière ;
- logistique.

Art. 3

L'annexe du présent arrêté fixe le calendrier prévisionnel d'organisation du concours mentionné à l'article 1er.

Art. 4

Le nombre de postes offerts au concours sera fixé par arrêté ministériel.

Art. 5

Les formulaires d'inscription sont disponibles :

- par téléchargement sur le site internet du ministère de l'intérieur, onglet « les recrutements ouverts » : <https://www.interieur.gouv.fr/ministere/metiers-du-ministere/je-veux-devenir-agent-public/ingenieur-des-services-techniques-du> ;
- par voie postale en joignant une enveloppe (format A4) affranchie au tarif en vigueur pour une lettre jusqu'à 100 g (libellée aux nom et adresse du candidat) au ministère de l'intérieur, SG/DRH/SDRF/BRPP/Section concours, 27, cours des Petites-Ecuries, 77185 Lognes.

L'enregistrement de l'inscription s'effectue au choix du candidat :

- par voie électronique sur le site internet du ministère de l'intérieur (même adresse) ;
- par voie postale. Le candidat adresse son dossier d'inscription au ministère de l'intérieur, SG/DRH/SDRF/BRPP/Section concours, 27, cours des Petites-Ecuries, 77185 Lognes.

Tout dossier incomplet ou mal renseigné est rejeté.

Art. 6

En vue des épreuves, les candidats adressent les documents requis pour l'inscription au plus tard à la date de clôture des inscriptions fixée à l'annexe I du présent arrêté.

Art. 7

L'épreuve orale d'admission se déroulera en région Île-de-France.

Pour passer cette épreuve, les candidats résidant dans l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution (Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, îles Wallis et Futuna, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie) ou à l'étranger, en situation de handicap, en état de grossesse ou dont l'état de santé le nécessite peuvent bénéficier, à leur demande, de la visioconférence, dans les conditions prévues par l'arrêté du 8 juillet 2024 susvisé.

Ce choix peut s'effectuer au moment de l'inscription. Les candidats devront produire dans les meilleurs délais et au plus tard dix jours avant le début de l'épreuve orale d'admission, un justificatif de domicile pour les résidents dans les DOM-COM ou à l'étranger. Pour les candidats en situation de handicap, en état de grossesse ou dont l'état de santé le nécessite, un certificat médical délivré par un médecin agréé par l'administration et comportant la mention de l'aménagement relatif à la visioconférence devra être transmis au service organisateur.

L'absence de transmission de justificatif rend la demande irrecevable.

Art. 8

Les candidats en situation de handicap peuvent obtenir des aménagements d'épreuve. Ils doivent pour cela produire un certificat médical établi par un médecin agréé, daté de moins de six mois avant le déroulement des épreuves et précisant la nature des aides et aménagements sollicités.

La date limite d'envoi (le cachet de la poste faisant foi) ou de dépôt du certificat médical au service organisateur est fixée à trois semaines avant le début des épreuves, délai de rigueur, conformément au décret du 4 mai 2020 susvisé.

Art. 9

La composition du jury fera l'objet d'un arrêté du ministre d'État, ministre de l'intérieur, qui sera affiché, de manière à être accessible au public, sur les lieux des épreuves pendant toute leur durée ainsi que, jusqu'à la proclamation des résultats, sur le site internet du ministère de l'intérieur.

Art. 10

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 26 mars 2025.

Pour le ministre et par délégation : le sous-directeur du recrutement et de la formation,

Y. MATHIS

Annexe - Calendrier d'organisation du recrutement

ANNEXE CALENDRIER D'ORGANISATION DU RECRUTEMENT									
Concours	Session	Inscriptions par voie électronique ou postale (le cachet de la poste faisant foi)			Epreuves d'admissibilité			Epreuves d'admission	
		Date d'ouverture des inscriptions	Date limite de retrait du formulaire d'inscription	Date de clôture des inscriptions	Nature	Date	Lieu	Date limite d'envoi des documents des épreuves par voie électronique ou postale (le cachet de la poste faisant foi)	Date
Ingénieur des ST (concours externe)	2025	25 avril 2025	30 mai 2025	30 mai 2025	Sélection des dossiers	26 juin 2025	Région Ile-de- France	/	A compter du 2 sep- tembre 2025
							Région Ile-de- France		



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 12/29, Page 1/5

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 26 mars 2025 fixant les conditions de déroulement de la période de formation initiale des militaires engagés en qualité d'élèves gendarmes

NOR : ETA25300406AR

Le ministre des armées,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie, notamment ses articles 14, 14-1, 14-2 et 15 ;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte ;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur en date du 5 mars 2025,

Arrête :

CHAPITRE IER - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er

En application de l'article 14 du décret du 12 décembre 2008 susvisé, le présent arrêté fixe les conditions de déroulement de la période de formation initiale des militaires engagés en qualité d'élèves gendarmes.

Art. 2

Les objectifs de la formation initiale sont de forger l'identité de sous-officier de gendarmerie et de faire acquérir les connaissances et les compétences fondamentales du métier au travers de l'apprentissage des valeurs militaires et du sens de l'engagement au profit de la population, dans le respect des lois et des règles déontologiques.

Art. 3

La formation initiale des sous-officiers de gendarmerie est d'une durée de douze mois et peut être prolongée sans pouvoir accéder dix-huit mois.

Les élèves qui n'ont obtenu le Certificat d'aptitude gendarmerie (CAG) à l'issue de la formation initiale font l'objet d'une procédure de dénonciation de contrat.

Art. 4

La durée de la période probatoire est celle du suivi effectif de la formation initiale.

Durant la période probatoire, le contrat peut être dénoncé unilatéralement par chacune des parties.

L'absence motivée de l'élève gendarme, notamment en raison de l'un des congés prévus aux articles L. 4138-2 et L. 4138-11 du code de la défense, et qui ne résulte pas d'une sanction disciplinaire, suspend la période probatoire.

CHAPITRE II - LE DÉROULEMENT DE LA FORMATION INITIALE

Art. 5

La formation initiale est réalisée au sein des écoles et en unités opérationnelles.

Cette formation comprend quatre phases :

- une phase d'adaptation constituant la phase 1, en école, centrée sur la formation militaire générale et portant sur l'acquisition des savoir-être et des savoir-faire du militaire ;
- une phase d'autonomie constituant la phase 2, en école, axée sur l'exercice des fonctions d'agent de la force publique et d'agent de police judiciaire ainsi que sur les principes et techniques régissant l'emploi de la force et les règles juridiques l'encadrant ;
- une phase d'approfondissement constituant la phase 3, en école, orientée sur l'acquisition des savoir-faire spécifiques à chaque subdivision d'arme définie par l'arrêté du 5 avril 2012 susvisé ;
- une phase d'application constituant la phase 4, en unité opérationnelle, dédiée à la consolidation et à la mise en application des acquis dans un contexte opérationnel.

SECTION 1 - LA FORMATION INITIALE EN ÉCOLE

Art. 6

Au cours de la formation initiale en école, les élèves gendarmes font l'objet d'évaluations théoriques, physiques, pratiques et de mises en situation.

Les coefficients applicables à chacune des notes obtenues lors de la formation initiale en école sont fixés en annexe.

Art. 7

I. - À l'issue de chaque phase en école, les élèves font l'objet d'une note moyenne de phase dans les conditions fixées en annexe.

Chaque note moyenne de phase comprend notamment une note d'aptitude qui vise à apprécier l'aptitude de l'élève gendarme à occuper les fonctions de sous-officier de gendarmerie au regard de son comportement général au cours de la phase considérée.

Ces notes d'aptitude sont arrêtées par le commandant de l'école sur proposition de la commission d'instruction prévue à l'article 12.

II. - À l'issue de la phase 3, les élèves font l'objet d'une note moyenne générale dans les conditions fixées en annexe.

III. - La note moyenne de la phase 2 et la note moyenne générale donnent chacune lieu à un classement des élèves gendarmes par ordre de mérite.

Art. 8

À l'issue de chaque phase :

- les élèves ayant obtenu une note moyenne de phase supérieure ou égale à 10 sur 20 sont admis à poursuivre la scolarité ;
- les élèves ayant obtenu une note moyenne de phase inférieure à 10 sur 20 et supérieure ou égale à 8 sur 20 font l'objet d'un redoublement de la phase considérée.

Un seul redoublement sur l'ensemble de la formation initiale est autorisé.

Tout redoublement prévu par le présent arrêté peut être effectué au sein d'une autre école de formation, sur décision du commandant des écoles de la gendarmerie nationale.

Art. 9

Les élèves font l'objet d'une procédure de dénonciation de contrat :

- lorsque leur note moyenne de phase est inférieure à 8 sur 20 ;
- lorsqu'ils n'ont pas obtenu, à l'issue de la phase 3, le certificat d'aptitude à la pratique du tir aux armes en dotation dans les unités élémentaires ;
- lorsque, à l'issue d'un redoublement, la note moyenne de la phase considérée obtenue est inférieure à 10 sur 20.

Art. 10

I. - À l'issue de la phase 2, les élèves choisissent une subdivision d'arme dans l'ordre du classement prévu au III de l'article 7.

Les *ex aequo* sont départagés par la moyenne de leurs notes d'aptitude, puis par leurs résultats aux évaluations de phase 2, puis par leurs résultats aux évaluations de phase 1 et enfin par l'ancienneté de service.

II. - À l'issue de la phase 3, les élèves choisissent leur poste en unité opérationnelle dans l'ordre du classement prévu au III de l'article 7.

Les *ex aequo* sont départagés par la moyenne de leurs notes d'aptitude, puis par leurs résultats aux évaluations de la phase 3, puis par leurs résultats aux évaluations de la phase 2 et enfin par leur ancienneté de service.

Art. 11

Par dérogation à l'article 10 :

- dans l'ordre de classement, le dernier élève à présenter l'aptitude physique requise pour rejoindre l'une des subdivisions d'armes ou occuper un des postes proposés peut être affecté d'office dans cette subdivision d'arme ou ce poste ;
- les postes qui nécessitent des compétences particulières ne peuvent être choisis que par les élèves présentant les qualifications requises.

Art. 12

Une commission d'instruction est instituée pour chaque compagnie d'élèves gendarmes.

Présidée par le chef de la division de la formation ou son représentant, elle comprend :

- le chef du département de la déontologie et des compétences ou son représentant ;
- le commandant de compagnie ou son représentant ;
- les commandants de peloton de la compagnie ou leurs représentants ;
- et de deux sous-officiers de la division de la formation dont un sous-officier d'un grade égal ou supérieur au grade d'adjudant.

Cette commission se réunit obligatoirement à la fin des phases 1, 2 et 3. Elle peut aussi se réunir, en tant que de besoin, durant la formation initiale en école.

Art. 13

Au cours de la formation initiale en école, l'élève qui a été absent de l'instruction en raison de l'un des congés prévus à l'article L. 4138-2 du code de la défense, pendant une durée cumulée supérieure à quinze jours, peut faire l'objet d'une nouvelle période de formation constituée de la phase considérée, proposée par le commandant de l'école, après avis de la commission prévue à l'article 12, au commandant des écoles de la gendarmerie nationale, qui décide de son attribution et du lieu de formation.

Cette nouvelle période de formation n'est pas considérée comme un redoublement.

SECTION 2 - LA FORMATION INITIALE EN UNITÉ OPÉRATIONNELLE

Art. 14

Au cours de la phase 4, les élèves font l'objet d'une évaluation théorique et d'une évaluation opérationnelle.

L'évaluation théorique est affectée d'une note sur 20.

L'évaluation opérationnelle, non notée, comporte l'une des propositions suivantes :

- attribution du certificat d'aptitude gendarmerie ;
- dénonciation de contrat ;
- attribution d'une prolongation de trois mois de la période de formation initiale.

Art. 15

La prolongation de trois mois de la période de formation initiale, mentionnée à l'article 14, renouvelable dans la limite de la période probatoire :

- est accordée à l'élève non titulaire du permis de conduire de catégorie B ou du brevet militaire de conduite ;
- est accordée à l'élève dont la note d'évaluation théorique obtenue au cours de la phase 4 est inférieure à 10 sur 20 ;
- peut être accordée à l'élève dont le comportement général observé au cours de la phase 4 ne donne pas les garanties nécessaires à l'accomplissement des fonctions de sous-officier de gendarmerie.

CHAPITRE III - L'ATTRIBUTION DU CERTIFICAT D'APTITUDE GENDARMERIE ET NOMINATION

Art. 16

Le certificat d'aptitude gendarmerie est attribué aux élèves remplissant l'ensemble des conditions suivantes :

- avoir obtenu une évaluation opérationnelle proposant l'attribution du certificat d'aptitude gendarmerie ;
- avoir obtenu une note d'évaluation théorique de phase 4 supérieure ou égale à 10 sur 20 ;
- être titulaire du permis de conduire de catégorie B ou du brevet militaire de conduite ;
- être titulaire du brevet de natation (50 mètres).

Les élèves gendarmes détenteurs du certificat d'aptitude gendarmerie sont nommés au grade de gendarme le premier jour du mois suivant la fin de la formation initiale.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 17

Les dispositions du présent arrêté, notamment en ce qui concerne les modalités d'évaluation, sont précisées par instruction.

Art. 18

Le présent arrêté est applicable aux élèves gendarmes admis en école de formation postérieurement à la date de son entrée en vigueur.

Art. 19

Par dérogation à l'article 18, les élèves gendarmes admis en formation antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et faisant l'objet d'une mesure de redoublement postérieurement à cette date sont soumis aux dispositions du présent arrêté.

Ils conservent le bénéfice des notes moyennes des phases déjà validées.

Les élèves admis à redoubler la deuxième phase de la formation initiale prévue par l'arrêté du 23 mai 2016 fixant les conditions de déroulement de la période de formation initiale des militaires engagés en qualité d'élèves gendarmes accèdent à la phase 2 de la formation initiale prévue par le présent arrêté.

Art. 20

L'arrêté du 23 mai 2016 fixant les conditions de déroulement de la période initiale des militaires engagés en qualité d'élèves gendarmes est abrogé.

Art. 21

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 26 mars 2025.

Pour le ministre et par délégation : le sous-directeur de la fonction militaire,

L. POZZO DI BORGO

Annexe - Matières évaluées au cours des phases 1 à 3 - calcul des notes moyennes des phases 1 à 3 - calcul des coefficients de la note moyenne générale

ANNEXE

MATIÈRES ÉVALUÉES AU COURS DES PHASES 1 À 3

Au cours de la phase 1, les matières sur lesquelles les élèves peuvent être évalués sont :

- préparation militaire opérationnelle ;
- contact de proximité ;
- sécurité du gendarme en intervention.

Au cours de la phase 2 et de la phase 3, en plus des matières de la phase 1, les élèves peuvent aussi être évalués sur la matière :

- sécurité des territoires et des mobilités.

CALCUL DES NOTES MOYENNES DES PHASES 1 À 3

La note moyenne de phase 1 est déterminée comme suit :

- moyenne des notes obtenues lors de la phase 1 (coefficient 20) ;
- note d'aptitude (coefficient 10).

La note moyenne de phase 2 est déterminée comme suit :

- moyenne des notes obtenues lors de la phase 2 (coefficient 56) ;
- note d'aptitude (coefficient 14) ;
- note moyenne de la phase 1 (coefficient 30).

La note moyenne de phase 3 est déterminée comme suit :

- moyenne des notes obtenues lors de la phase 3 (coefficient 80) ;
- note d'aptitude (coefficient 20).

CALCUL DES COEFFICIENTS DE LA NOTE MOYENNE GÉNÉRALE

- note moyenne de la phase 2 (coefficient 70) ;
- note moyenne de la phase 3 (coefficient 30).



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 13/29, Page 1/4

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 26 mars 2025 autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture d'un concours externe sur titres et travaux pour le recrutement d'ingénieurs des systèmes d'information et de communication relevant du ministre de l'intérieur

NOR : ETA25300405AR

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 95-681 du 9 mai 1995 modifié fixant les conditions d'inscription des candidats aux concours d'accès à la fonction publique de l'État et à la fonction publique hospitalière par voie électronique ;

Vu le décret n° 2003-532 du 18 juin 2003 relatif à l'établissement et à l'utilisation des listes complémentaires d'admission aux concours d'accès aux corps de la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique, notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 2010-311 du 22 mars 2010 modifié relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française ;

Vu le décret n° 2013-908 du 10 octobre 2013 modifié relatif aux modalités de désignation des membres des jurys et des instances de sélection pour le recrutement, l'avancement ou la promotion interne des fonctionnaires relevant de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 2015-576 du 27 mai 2015 modifié portant statut particulier du corps des ingénieurs des systèmes d'information et de communication ;

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 modifié relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;

Vu le décret n° 2024-759 du 7 juillet 2024 fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2007 fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnés à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation ;

Vu l'arrêté du 11 juin 2018 fixant les règles d'organisation générale, la nature et le programme des épreuves des concours pour le recrutement d'ingénieurs des systèmes d'information et de communication ainsi que la composition et le fonctionnement du jury ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2024 fixant les conditions et les modalités de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique,

Arrête :

Article 1er

Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires relatives aux emplois réservés aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 351-1 du code général de la fonction publique, est autorisée, au titre de l'année 2025, l'ouverture d'un concours externe sur titres et travaux pour le recrutement d'ingénieurs des systèmes d'information et de communication.

Art. 2

L'annexe jointe au présent arrêté fixe le calendrier prévisionnel d'organisation du concours mentionné à l'article 1er.

Art. 3

Le nombre de postes offerts au concours sera fixé par arrêté ministériel.

Art. 4

I. - Les formulaires d'inscription sont disponibles :

- par téléchargement sur le site internet du ministère de l'intérieur, onglet « les recrutements ouverts » : <https://www.interieur.gouv.fr/ministere/metiers-du-ministere/je-veux-devenir-agent-public/ingenieur-des-systemes-dinformation-et> ;
- par voie postale en joignant une enveloppe (format A4) affranchie au tarif en vigueur pour une lettre jusqu'à 100 g (libellée aux nom et adresse du candidat) au ministère de l'intérieur, SG/DRH/SDRF/BRPP/Section concours, 27, cours des Petites-Ecuries, 77185 Lognes.

II. - L'enregistrement de l'inscription s'effectue au choix du candidat :

- par voie électronique sur le site internet du ministère de l'intérieur (même adresse) ;
- par voie postale. Le candidat adresse son dossier d'inscription au ministère de l'intérieur, SG/DRH/SDRF/BRPP/ Section concours, 27, cours des Petites-Ecuries, 77185 Lognes.

Tout dossier incomplet ou mal renseigné est rejeté.

Art. 5

En vue des épreuves, les candidats adressent les documents requis pour l'inscription au plus tard à la date de clôture des inscriptions fixée à l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 6

L'épreuve orale d'admission se déroulera en région Île-de-France.

Pour passer cette épreuve, les candidats résidant dans l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution (Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, îles Wallis et Futuna, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie) ou à l'étranger, en situation de handicap, en état de grossesse ou dont l'état de santé le nécessite peuvent bénéficier, à leur demande, de la visioconférence, dans les conditions prévues par l'arrêté du 8 juillet 2024 susvisé.

Ce choix peut s'effectuer au moment de l'inscription. Les candidats devront produire dans les meilleurs délais et au plus tard dix jours avant le début de l'épreuve orale d'admission, un justificatif de domicile pour les résidents dans les DOM-COM ou à l'étranger. Pour les candidats en situation de handicap, en état de grossesse ou dont l'état de santé le nécessite, un certificat médical délivré par un médecin agréé par l'administration et comportant la mention de l'aménagement relatif à la visioconférence devra être transmis au service organisateur.

L'absence de transmission de justificatif rend la demande irrecevable.

Art. 7

Les candidats en situation de handicap peuvent obtenir des aménagements d'épreuve. Ils doivent pour cela produire un certificat médical établi par un médecin agréé, daté de moins de six mois avant le déroulement des épreuves et précisant la nature des aides et aménagements sollicités.

La date limite d'envoi (le cachet de la poste faisant foi) ou de dépôt du certificat médical au service organisateur est fixée à trois semaines avant le début des épreuves, délai de rigueur, conformément au décret du 4 mai 2020 susvisé.

Art. 8

La composition du jury fera l'objet d'un arrêté du ministre d'État, ministre de l'intérieur, qui sera affiché, de manière à être accessible au public, sur les lieux des épreuves pendant toute leur durée ainsi que, jusqu'à la proclamation des résultats, sur le site internet du ministère de l'intérieur.

Art. 9

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 26 mars 2025.

Pour le ministre et par délégation : le sous-directeur du recrutement et de la formation,

Y. MATHIS

Annexe - Calendrier prévisionnel d'organisation du concours

ANNEXE CALENDRIER PRÉVISIONNEL D'ORGANISATION DU CONCOURS									
Concours	Session	Inscriptions par voie électronique ou postale (le cachet de la poste faisant foi)			Epreuve d'admissibilité Sélection des dossiers		Epreuves d'admission		
		Date d'ouverture des inscriptions	Date limite de retrait du formulaire d'inscription	Date de clôture des inscriptions	Date	Lieu	Date limite d'envoi des documents en vue des épreuves électronique ou postale (le cachet de la poste faisant foi)	Date	Lieu
Ingénieur des SIC (concours externe sur titres et travaux)	2025	5 mai 2025	20 juillet 2025	20 juillet 2025	4 septembre 2025	Région Ile-de-France	/	A compter du 22 septem- bre 2025	Région Ile-de-France



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 14/29, Page 1/2

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 25 mars 2025 relatif au comité ministériel d'audit interne

NOR : ETA25300404AR

Le ministre des armées,

Vu le décret n° 2009-1178 du 5 octobre 2009 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de la défense ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 172 ;

Vu le décret n° 2022-634 du 22 avril 2022 relatif au contrôle et à l'audit internes de l'État ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2014 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement du contrôle général des armées,

Arrête :

Article 1er

Le comité ministériel d'audit interne du ministère de la défense est chargé d'exercer pour le ministère les missions mentionnées au II de l'article 4 du décret du 22 avril 2022 susvisé.

Art. 2

Le comité ministériel d'audit interne est présidé par le ministre de la défense ou, en cas d'empêchement, par le directeur du cabinet civil et militaire.

Le comité comprend, outre son président :

1° Le responsable ministériel de la fonction d'audit interne, chef du contrôle général des armées ;

2° Quatre personnalités extérieures au ministère, désignées par arrêté du ministre de la défense, choisies en raison de leurs compétences dans le domaine de l'audit interne ou dans les activités du ministère, pour un mandat de trois ans renouvelables une fois ;

3° Le contrôleur budgétaire et comptable ministériel.

Sont invités permanents :

- le responsable ministériel des risques ;
- le chef de la mission ministérielle d'audit interne.

Un inspecteur général des armées, représentant l'ensemble des inspecteurs généraux des armées, participe aux réunions du comité.

Le chef d'état-major des armées, le délégué général pour l'armement et le secrétaire général pour l'administration assistent aux réunions de ce comité pour ce qui les concerne, sur décision de son président.

Le comité ministériel d'audit interne se réunit au moins une fois par an, sur convocation de son président.

Art. 3

Le responsable ministériel de la fonction d'audit interne instruit les travaux du comité ministériel d'audit interne. À ce titre, il est notamment chargé :

- de mettre en œuvre les décisions prises par le comité ;
- de proposer au comité le plan d'audit interne de niveau ministériel ;
- d'assurer le secrétariat du comité.

Il est assisté, pour l'exercice de ses fonctions, par la mission ministérielle d'audit interne, placée au sein du contrôle général des armées et dont les attributions et le fonctionnement sont fixés dans sa charte approuvée par le comité ministériel d'audit interne.

Le chef de la mission ministérielle d'audit interne est désigné par le chef du contrôle général des armées parmi les membres du corps militaire du contrôle général des armées.

Art. 4

Une instruction définit et décrit la politique d'audit interne du ministère.

Art. 5

L'article 10-1 de l'arrêté du 16 juillet 2014 susvisé est abrogé.

Art. 6

L'arrêté du 5 septembre 2018 relatif au comité ministériel d'audit interne est abrogé.

Art. 7

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 25 mars 2025.

Sébastien LECORNU



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 15/29, Page 1/2

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 25 mars 2025 portant création d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « base de données nationale des signatures publiques » prévu par le décret n° 2021-1205 du 17 septembre 2021 modifié relatif à la légalisation et à l'apostille des actes publics établis par les autorités françaises

NOR : ETA25300403AR

Publics concernés : autorités publiques et le Conseil supérieur du notariat.

Objet : création d'un traitement de données à caractère personnel permettant d'enregistrer les données, signatures et sceaux des autorités publiques délivrant des actes publics en France en vertu des dispositions du chapitre III du décret n° 2021-1205 du 17 septembre 2021. Le présent arrêté crée un traitement de données, liste les données collectées et fixe les modalités de ce traitement, en application du chapitre III du décret n° 2021-1205 du 17 septembre 2021 relatif à la légalisation et à l'apostille des actes publics établis par les autorités françaises.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication au Journal officiel de la République française.

Application : le présent arrêté est un texte autonome.

Le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu l'ordonnance n° 2020-192 du 4 mars 2020 portant réforme des modalités de délivrance de la légalisation et de l'apostille ;

Vu le décret n° 2021-1205 du 17 septembre 2021 modifié relatif à la légalisation et à l'apostille des actes publics établis par les autorités françaises, notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté du 7 avril 2023 modifié portant désignation des présidents des conseils régionaux ou interrégionaux de notaires, des établissements d'utilité publique faisant fonction de conseil régional et de leurs délégués pour accomplir les formalités de la légalisation et de l'apostille conformément à l'article 5-2 de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat,

Arrête :

Article 1er

Il est créé un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « base de données nationale des signatures publiques », placé sous la responsabilité du Conseil supérieur du notariat.

La constitution et la gestion de cette base a pour finalité de permettre la vérification de la véracité de la signature, de la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi, et, le cas échéant, de l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu, par les autorités compétentes visées aux articles 4 et 5 du décret du 17 septembre 2021 susvisé pour leur permettre d'accomplir les formalités d'apostille et de légalisation des actes publics.

Art. 2

Sont enregistrées dans le traitement mentionné à l'article 1er, dans la mesure où elles sont nécessaires à la poursuite de ses finalités, les données à caractère personnel et les informations suivantes relatives aux signataires des actes publics :

- le nom, le(s) prénom(s) et la qualité du signataire ;
- l'adresse électronique professionnelle ;
- l'autorité publique de rattachement ;
- la date à laquelle le signataire a obtenu la qualité lui permettant d'apposer sa signature ;
- la date à laquelle le signataire a cessé d'avoir la qualité lui permettant d'apposer sa signature ;
- la signature manuscrite ;
- le timbre ou le sceau accompagnant cette signature ;
- s'agissant des commissaires de justice signataires d'actes publics, l'identifiant professionnel.

Art. 3

Seuls ont accès au traitement, à raison de leurs attributions et dans la limite du besoin d'en connaître :

- les agents des autorités publiques délivrant les actes publics énumérés à l'article 2 du décret du 17 septembre 2021 susvisé pour l'alimentation et l'actualisation des données figurant dans la base ;
- les autorités compétentes pour la délivrance des apostilles et légalisations mentionnées dans l'arrêté du 7 avril 2023 modifié susvisé et les agents affectés au traitement des demandes d'apostille ou de légalisation des actes publics et habilités par ces autorités compétentes.

Art. 4

Les données à caractère personnel et les informations mentionnées à l'article 2 sont conservées en base active pendant une durée de cinq ans à compter de la date à laquelle le signataire a cessé d'avoir la qualité lui permettant d'apposer sa signature.

À l'issue de cette durée de conservation, les données sont conservées en base d'archive intermédiaire pendant une durée de cinq ans, puis sont supprimées.

Par exception à l'alinéa précédent, les données concernant les signataires de diplômes sont conservées en base d'archive intermédiaire pendant quarante-cinq ans et les données concernant les signataires d'actes authentiques pendant soixante-dix ans, puis sont supprimées.

Art. 5

Les droits d'accès et de rectification, prévus aux articles 15 et 16 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 susvisé, s'exercent auprès du Conseil supérieur du notariat.

Le droit à l'effacement ne s'applique pas au présent traitement, en application des dispositions du *b* du 3° de l'article 17 du même règlement.

Le droit à la limitation du traitement ne s'applique pas en application du *j* du 1° de l'article 23 du même règlement.

Le droit d'opposition ne s'applique pas au présent traitement.

Art. 6

Les opérations de création, modification, suppression et consultation font l'objet d'un enregistrement dans le traitement précisant la qualité de la personne ou de l'autorité y ayant procédé ainsi que la date, l'heure et l'objet de l'opération. Ces données sont conservées pendant une durée de six mois.

Art. 7

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 25 mars 2025.

Pour le ministre et par délégation : la directrice des affaires civiles et du sceau,
V. DELNAUD



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 16/29, Page 1/3

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 25 mars 2025 modifiant l'arrêté du 17 septembre 2024 relatif à la chaîne de concertation au sein de la gendarmerie nationale

NOR : ETA25300402AR

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur,

Vu l'arrêté du 17 septembre 2024 relatif à la chaîne de concertation au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1er

L'arrêté du 17 septembre 2024 susvisé est modifié conformément aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2

L'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4.- Au sein de chaque groupement ou formation dont la liste figure en annexe du présent arrêté, sont élus un conseiller concertation officier, un conseiller concertation sous-officier et un vice-conseiller concertation sous-officier.

Par exception, certaines formations disposent d'une répartition différente de leurs conseillers concertations de deuxième niveau, conformément à l'annexe du présent arrêté. »

Art. 3

Au d de l'article 11, le chiffre : « 6 » est remplacé par le chiffre : « 4 ».

Art. 4

L'article 13 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 13.- À l'exception des mandats visés à l'article 3 du présent arrêté et des mandats de vice-conseiller concertation, nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs de même niveau au sein du même commandement auprès duquel il est institué.

À l'issue de ces deux mandats consécutifs, le conseiller concertation sortant est inéligible durant une période de 18 mois pour exercer un mandat de conseiller concertation ou de vice-conseiller concertation de même niveau au sein du même commandement auprès duquel il est institué. »

Art. 5

Les troisième, douzième et seizième tableaux de l'annexe sont remplacés par les tableaux de l'annexe du présent arrêté.

Art. 6

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 25 mars 2025.

Pour le ministre et par délégation : le directeur général de la gendarmerie nationale,

H. BONNEAU

Annexe

ANNEXE

3. Gendarmerie départementale :

CC1	<p>Régions de gendarmerie implantées au siège d'une zone de défense et de sécurité (hors Ile-de-France) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ensemble des services suivants : cabinet, bureau communication, bureau de l'organisation et de la transformation, section du contrôle et du conseil budgétaire, division zonale des opérations et de l'emploi, division de l'appui opérationnel, division régionale de réserve (1) ; - Section d'appui judiciaire. <p>Région de gendarmerie implantée au siège de la zone de défense et de sécurité d'Ile-de-France :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ensemble des services suivants : état-major, cabinet communication, bureau communication, centre opérations renseignement gendarmerie de la région de gendarmerie d'Ile-de-France, section du contrôle et du conseil budgétaire, bureau zonal de la protection et de la sécurité (1). - Section d'appui judiciaire ; - Commandement de la gendarmerie des voies navigables ; - Groupement de soutien et d'appui de Beynes. <p>Région de gendarmerie non implantées au siège d'une zone de défense et de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Section d'appui judiciaire ; - Ensemble des services suivants : cabinet communication, division de l'emploi et division de l'appui opérationnel, division régionale de réserve (1). <p>Formations territoriales constituant la gendarmerie départementale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compagnies de gendarmerie départementale ;
	<ul style="list-style-type: none"> - Escadrons départementaux de sécurité routière ; - Pelotons spécialisés de protection de la gendarmerie ; - Pelotons de gendarmerie de haute montagne ; - Ensemble des services et unités suivants : section commandement du groupement de gendarmerie départementale, centre d'opérations et de renseignement de la gendarmerie, brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires, groupe de soutien-ressources humaines, brigade territoriale autonome, communauté de brigades ou peloton directement subordonné au commandant de groupement, brigades nautiques, brigades fluviales, maisons de protection des familles.
CC2	<p>Désignation d'un CC2 officier ainsi que d'un CC2 et un vice-CC2 sous-officier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Groupements de la gendarmerie départementale (à l'exception du groupement de la gendarmerie départementale du Territoire-de-Belfort). <p>Désignation d'un CC2 et d'un vice CC2 sans distinction de statut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sections de recherches de la gendarmerie nationale (hors outre-mer et hors gendarmeries spécialisées) ; - Groupement de la gendarmerie départementale du Territoire-de-Belfort.
CC3	<ul style="list-style-type: none"> - Régions de gendarmerie : désignation d'un conseiller concertation de la gendarmerie départementale dit de troisième niveau (2).
<p>(1) Toute unité ou personnel isolé relevant directement de la région est intégré dans cet ensemble. (2) Pour la région de gendarmerie de l'Occitanie, il est désigné deux CC3.</p>	

12. Commandement de la gendarmerie d'outre-mer :

CC1	<p>Désignation de deux CC1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compagnies de gendarmerie départementales ou territoriales ; - Escadrons départementaux de sécurité routière du commandement territorial de la gendarmerie outre-mer ; - Ensemble des services suivants : état-major, brigades ou pelotons directement subordonnés à un commandement de la gendarmerie en outre-mer ; - Brigade nautique de Pamandzi ; - Brigade de gendarmerie des transports aériens ; - Pelotons de gendarmerie de haute montagne ; - Sections de recherche du commandement territorial de la gendarmerie outre-mer (sauf section de recherche de Saint-Martin) ; - Ensemble des unités du commandement de gendarmerie de Wallis-et-Futuna ; - Ensemble des unités du commandement de gendarmerie pour Saint-Pierre-et-Miquelon ; - Ensemble des unités de Saint-Barthélemy ; - Ensemble des unités de Saint-Martin (dont section de recherche de Saint-Martin) ; - Commandement de la gendarmerie prévôtale. <p>Désignation d'un CC1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - État-major du commandement de la gendarmerie pour les missions extérieures ; - Gardes de sécurité diplomatique ; - Groupement des opérations extérieures ; - Détachement FRONTEx.
CC2	<p>Désignation d'un CC2 officier ainsi que d'un CC2 et un vice-CC2 sous-officier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Commandement de la gendarmerie de la Polynésie française ; - Commandement de la gendarmerie de la Nouvelle-Calédonie ; - Commandement de la gendarmerie de la Martinique ; - Commandement de la gendarmerie de la Guadeloupe ; - Commandement de la gendarmerie de la Guyane ; - Commandement de la gendarmerie de la Réunion ; - Commandement de la gendarmerie de Mayotte.
CC3	<ul style="list-style-type: none"> - Commandement de la gendarmerie d'outre-mer.

16. Organismes de formation du personnel :

CC1	<ul style="list-style-type: none"> - Ensemble des services suivants du commandement des écoles de la gendarmerie nationale : cabinet, bureau de la performance et de la cohérence opérationnelle, bureau des affaires européennes et internationales, division des compétences, division du recrutement des concours et examens ; - Groupement de soutien opérationnel des écoles ; - Division d'appui à la formation d'école de gendarmerie ; - Division de formation d'école de gendarmerie (1) ; - Divisions du centre national d'entraînement des forces de gendarmerie ; - Ensemble des divisions et centre de l'Académie militaire de la gendarmerie nationale suivant : Division de la formation des Élèves, la Division de l'enseignement militaire et académique et Centre de formation opérationnelle par la simulation numérique. - Ensemble des divisions, centres, bureau et services de l'Académie militaire de la gendarmerie nationale suivant : Division d'appui à la formation, Centre de Recherches de la Gendarmerie Nationale, Centre d'enseignement militaire supérieur de la gendarmerie, Bureau communication, Cabinet, Musée de la Gendarmerie, Cercle mixte, Mission des actions nationales et internationales. - Centre national de formation (2) ; - Centre national d'instruction ; - Centre de production multimédia de la gendarmerie nationale ; - Centre national d'assistance aux utilisateurs.
CC2	Désignation d'un CC2 officier ainsi que d'un CC2 et un vice-CC2 sous-officier : <ul style="list-style-type: none"> - Académie militaire de la gendarmerie nationale ; - Écoles de gendarmerie.
CC3	- Commandement des écoles de la gendarmerie nationale.

(1) Les élèves-officiers, les élèves-gendarmes et les élèves gendarmes adjoints volontaires en formation dans les écoles ne peuvent ni participer au scrutin, ni se porter candidat à la fonction de conseiller ou vice-conseiller.

(2) Centre National de Formation à la Police Judiciaire – Centre National de Formation aux Systèmes d'Information et de Communication de la Gendarmerie – Centre National de Formation au Renseignement Opérationnel – Centre National de Formation de Corps de Soutien Technique et Administratif de la Gendarmerie Nationale – Centre national de Formation à la Sécurité Routière - Centre National de Formation à la Sécurité Publique.



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 17/29, Page 1/5

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 25 mars 2025 fixant les taux de promotion dans les corps des ministères de l'économie, des finances et de l'industrie et du budget et des comptes publics pour l'année 2025

NOR : ETA25300401AR

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2005-1090 du 1er septembre 2005 relatif à l'avancement de grade dans les corps des administrations de l'État ;

Vu l'avis conforme du ministre chargé de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification et de la ministre chargée des comptes publics en date du 7 mars 2025,

Arrête :

Article 1er

Les taux de promotion permettant de déterminer le nombre maximum des avancements de grade pouvant être prononcés au titre de l'année 2025 dans les corps relevant du ministère de l'économie, des finances et de la relance en application du dernier alinéa du décret du 1er septembre 2005 susvisé figurent en annexe au présent arrêté.

Art. 2

Les taux figurant en annexe au présent arrêté sont également applicables aux corps homologues de fonctionnaires de l'État pour l'administration de la Polynésie française.

Art. 3

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 25 mars 2025.

Pour le ministre et par délégation : la secrétaire générale,

A. BLONDY-TOURET

Annexe

ANNEXE

CORPS ET GRADES	TAUX APPLICABLES
	2025
ADMINISTRATION CENTRALE ET CORPS OU SERVICES RATTACHÉS	
Corps des ingénieurs économistes de la construction (Décret n° 98-898 du 8 octobre 1998) Ingénieur économiste de la construction principal	13 %
Corps des traducteurs du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (Décret n° 98-186 du 19 mars 1998) Traducteur principal	20 %
Corps des ingénieurs de l'industrie et des mines (Décret n° 88-507 du 29 avril 1988) Ingénieur divisionnaire	13 %
Corps des secrétaires administratifs relevant des ministres chargés de l'économie et du budget (Décret n° 2010-971 du 26 août 2010) Secrétaire administratif de classe exceptionnelle Secrétaire administratif de classe supérieure	14 %
	18 %
Corps des adjoints administratifs d'administration centrale (Décret n° 2006-1760 du 23 décembre 2006) Adjoint administratif principal de 1 ^{re} classe Adjoint administratif principal de 2 ^e classe	16,5 %
	28 %
Corps des adjoints techniques d'administration centrale (Décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006) Adjoint technique principal de 1 ^{re} classe Adjoint technique principal de 2 ^e classe	16,5 %
	28 %
Corps des dessinateurs projeteurs du ministère des finances (Décret n° 61-1145 du 13 octobre 1961) Dessinateur projeteur en chef	20 %

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES	
Corps des administrateurs des finances publiques (Décret n° 2009-208 du 20 février 2009)	
Administrateur général des finances publiques de 1 ^{re} classe	7 %
Administrateur général des finances publiques de classe normale	7 %
Corps des personnels de catégorie A de la direction générale des finances publiques (Décret n° 2010-986 du 26 août 2010)	
Administrateur des finances publiques adjoint	3 %
Inspecteur principal des finances publiques	1,5 %
Inspecteur divisionnaire hors classe	23 %
Inspecteur divisionnaire de classe normale	11 %
Corps des contrôleurs des finances publiques (Décret n° 2010-982 du 26 août 2010)	
Contrôleur principal	14 %
Contrôleur de 1 ^{re} classe	18 %
Corps des géomètres-cadastreurs des finances publiques (Décret n° 2010-983 du 26 août 2010)	
Géomètre-cadastre principal	14 %
Géomètre-cadastre	18 %
Corps des agents administratifs des finances publiques (Décret n° 2010-984 du 26 août 2010)	
Agent administratif principal de 1 ^{re} classe	16,5 %
Agent administratif principal de 2 ^e classe	28 %
Corps des agents techniques des finances publiques (Décret n° 2010-985 du 26 août 2010)	
Agent technique principal de 1 ^{re} classe	16,5 %
Agent technique principal de 2 ^e classe	28 %
DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS	
Corps des personnels de catégorie A de la direction générale des douanes et droits indirects (Décret n° 2007-400 du 22 mars 2007)	
Directeur des services douaniers de 1 ^{re} classe	30 %
Directeur des services douaniers de 2 ^e classe	33 %

CORPS ET GRADES	TAUX APPLICABLES
	2025
Inspecteur principal de 1 ^{re} classe	2,4 %
Inspecteur principal de 2 ^e classe	1,2 %
Inspecteur régional de 1 ^{re} classe	11 %
Inspecteur régional de 2 ^e classe	30 %
Inspecteur régional de 3 ^e classe	28 %
Corps des contrôleurs des douanes et droits indirects (Décret n° 95-380 du 10 avril 1995)	
Contrôleur principal	14 %
Contrôleur de 1 ^{re} classe	18 %
Corps des agents de constatation des douanes et droits indirects (Décret n° 79-88 du 25 janvier 1979)	
Agent de constatation principal de 1 ^{re} classe	16,5%
Agent de constatation principal de 2 ^e classe	28 %
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES	
Corps des inspecteurs généraux de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Décret n° 2005-816 du 18 juillet 2005)	
Inspecteur général de classe exceptionnelle	20 %
Corps des administrateurs de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Décret n° 67-328 du 31 mars 1967)	
Administrateur hors classe	24 %
Corps des attachés statisticiens de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Décret n° 2016-1195 du 2 septembre 2016)	
Attaché statisticien principal	11 %
Corps des contrôleurs de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Décret n° 2010-1719 du 30 décembre 2010)	
Contrôleur principal	14 %
Contrôleur de 1 ^{re} classe	18 %
Corps des adjoints administratifs de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Décret n° 2006-1760 du 23 décembre 2006)	
Adjoint administratif principal de 1 ^{re} classe	16,5 %
Adjoint administratif principal de 2 ^e classe	28 %
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONSOMMATION, DE LA CONCURRENCE ET DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES	
Corps des agents de catégorie A des services déconcentrés de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (Décret n° 2007-119 du 30 janvier 2007)	
Directeur départemental de 1 ^{re} classe	25 %
Directeur départemental de 2 ^e classe	25 %
Inspecteur principal	5 %
Corps des contrôleurs de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (Décret n° 2010-1720 du 30 décembre 2010)	
Contrôleur principal	14 %
Contrôleur de 1 ^{re} classe	18 %
Corps des adjoints de contrôle de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (Décret n° 68-619 du 29 juin 1968)	

CORPS ET GRADES	TAUX APPLICABLES
	2025
Adjoint de contrôle principal de 1 ^{re} classe	16,5 %
Adjoint de contrôle principal de 2 ^e classe	28 %
SERVICE COMMUN DES LABORATOIRES	
Corps des personnels scientifiques de laboratoire du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (Décret n° 2000-1011 du 17 octobre 2000)	
Directeur de laboratoire de classe exceptionnelle	20 %
Directeur de laboratoire de classe supérieure	7 %
Directeur de laboratoire de classe normale	7 %
Corps des techniciens de laboratoire relevant des ministres chargés de l'économie et du budget (Décret n° 2012-379 du 19 mars 2012)	
Technicien de laboratoire de classe exceptionnelle	14 %
Technicien de laboratoire de classe supérieure	18 %
Corps des adjoints techniques de laboratoire (Décret n° 2006-1762 du 23 décembre 2006)	
Adjoint technique principal de 1 ^{re} classe	16,5 %
Adjoint technique principal de 2 ^e classe	28 %
CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE, DE L'ÉNERGIE ET DES TECHNOLOGIES	
Corps des professeurs de l'Institut Mines-Télécom (Décret n° 2007-468 du 28 mars 2007)	
Professeur au deuxième échelon de classe exceptionnelle	15 %
Professeur de classe exceptionnelle	12%
Professeur de 1 ^{re} classe	15%
Corps des maîtres-assistants de l'Institut Mines-Télécom (Décret n° 2007-468 du 28 mars 2007)	
Maîtres-assistants hors classe	20 %
Corps des techniciens de laboratoire des écoles nationales supérieures des mines (Décret n° 2012-1002 du 29 août 2012)	
Technicien de laboratoire de classe exceptionnelle	22 %
DIRECTION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES	
Corps des techniciens supérieurs de l'économie et de l'industrie (Décret n° 2012-984 du 22 août 2012)	
Technicien supérieur en chef	16 %
Technicien supérieur principal	11 %
Corps des attachés économiques (Décret n° 97-511 du 21 mai 1997)	
Attaché économique principal	13 %



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 18/29, Page 1/2

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 25 mars 2025 fixant le taux de promotion dans le grade de major de police du corps d'encadrement et d'application de la police nationale du ministère de l'intérieur pour l'année 2025

NOR : ETA25300400AR

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'État pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 modifié portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu le décret n° 2005-1090 du 1er septembre 2005 relatif à l'avancement de grade dans les corps de la fonction publique d'État ;

Vu le décret n° 2021-1249 du 29 septembre 2021 modifié portant modification des procédures d'avancement au sein du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu l'avis conforme du ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification et du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique en date du 24 mars 2025,

Arrête :

Article 1er

Le taux de promotion permettant de déterminer le nombre maximum des avancements au grade de major de police pouvant être prononcés au titre de l'année 2025 dans le corps d'encadrement et d'application de la police nationale du ministère de l'intérieur, en application du décret du 1er septembre 2005 susvisé, figure en annexe du présent arrêté.

Art. 2

Le taux de promotion figurant en annexe du présent arrêté est également applicable au corps homologue des fonctionnaires de l'État pour l'administration de la Polynésie française.

Art. 3

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 25 mars 2025.

Pour le ministre et par délégation : le préfet, directeur des ressources humaines, des finances et des soutiens,

S. CAZELLES

Annexe - Taux de promotion des avancements au grade de major de police - année 2025

ANNEXE

Corps d'encadrement et d'application de la police nationale	Taux applicable pour l'année 2025
Grade de Major	65,33 %



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 19/29, Page 1/6

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 25 mars 2025 autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture de recrutements sans concours d'adjoints techniques de recherche et de formation et fixant le nombre et la répartition des postes offerts à ces recrutements

NOR : ETA25300399AR

Le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'État ;

Vu l'arrêté du 1er février 2002 modifié fixant la liste des branches d'activités professionnelles et des emplois types dans les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et les établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2011 modifié relatif aux modalités d'organisation et aux règles de désignation des jurys de concours et d'examens professionnels de recrutement et d'avancement dans les corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur,

Arrête :

Article 1er

Est autorisée, au titre de l'année 2025, l'ouverture de recrutements sans concours d'adjoints techniques de recherche et de formation.

Le nombre de postes offerts à ces recrutements est fixé à 136.

Ces postes sont à pourvoir dans les établissements mentionnés à l'annexe 1 du présent arrêté.

Ces recrutements, organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type, font l'objet d'un avis qui indique :

1° Le nombre des postes à pourvoir ;

2° La date prévue du recrutement ;

3° Le contenu précis du dossier de candidature : une lettre de candidature et un *curriculum vitae* détaillé indiquant le niveau d'études ainsi que, le cas échéant, le contenu et la durée des formations suivies et des emplois occupés ;

4° Les coordonnées du responsable auquel doit être adressé le dossier de candidature ;

5° La date limite de dépôt des candidatures ;

6° Les conditions dans lesquelles sont convoqués à l'entretien les candidats préalablement sélectionnés par la commission prévue à l'article 52-2 du décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 susvisé.

Art. 2

En outre, 19 postes sont offerts aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 351-1 du code général de la fonction publique.

Ces postes sont à pourvoir dans les établissements mentionnés à l'annexe 2 du présent arrêté.

Les informations qui s'y rapportent sont consultables sur le site internet du ministère à l'adresse suivante : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/recrutements/itrfr/boe>.

Art. 3

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée par le recteur d'académie, le vice-recteur ou le président, directeur ou responsable de l'établissement dans lequel le ou les emplois sont à pourvoir.

Les candidatures et les demandes d'équivalence de diplôme réceptionnées dans une enveloppe portant un cachet de la poste postérieur à la date limite de dépôt ou réceptionné après cette date dans une enveloppe ne portant aucun cachet, ne seront pas prises en compte.

Art. 4

Le directeur général des ressources humaines, les recteurs d'académie, les vice-recteurs et les présidents, directeurs ou responsables des établissements publics d'enseignement supérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 25 mars 2025.

Pour le ministre et par délégation : le chef de service, adjoint au directeur général des ressources humaines,

L. CRUSSON

Annexe 1 - Répartition des postes offerts aux recrutements sans concours d'adjoints techniques de recherche et de formation - session 2025

ANNEXE 1

ADJOINTS TECHNIQUES DE RECHERCHE ET DE FORMATION

Répartition des postes offerts aux recrutements sans concours – 2025

Zone géographique : Antilles-Guyane

BAP	EMPLOI TYPE	AFFECTATAIRE	NOMBRE D'EMPLOIS
B	Préparateur en chimie et sciences physiques	RECTORAT DE LA GUADELOUPE	1
G	Opérateur logistique	RECTORAT DE LA GUADELOUPE	1

Zone géographique : Est

BAP	EMPLOI TYPE	AFFECTATAIRE	NOMBRE D'EMPLOIS
G	Opérateur de maintenance	UNIVERSITÉ DE LORRAINE	1
G	Opérateur de maintenance	UNIVERSITÉ STRASBOURG	1
G	Opérateur logistique	RECTORAT DE BESANCON	3
G	Opérateur logistique	UNIVERSITÉ DE LORRAINE	2
G	Opérateur logistique	UNIVERSITÉ MARIE ET LOUIS PASTEUR	1
G	Opérateur logistique	UNIVERSITÉ STRASBOURG	1
J	Adjoint en gestion administrative	CREPS REIMS	1
J	Adjoint en gestion administrative	UNIVERSITÉ DE LORRAINE	5

Zone géographique : Ile-de-France

BAP	EMPLOI TYPE	AFFECTATAIRE	NOMBRE D'EMPLOIS
F	Opérateur d'exploitation	UNIVERSITÉ PARIS 8	1
G	Électricien courants fort ou faible	UNIVERSITÉ SORBONNE UNIVERSITÉ	1
G	Jardinier	UNIVERSITÉ PARIS 10	1
G	Opérateur de maintenance	RECTORAT DE PARIS	1
G	Opérateur de maintenance	UNIVERSITÉ SORBONNE UNIVERSITÉ	1
G	Opérateur logistique	CNAM PARIS	1
G	Opérateur logistique	INALCO PARIS	1
G	Opérateur logistique	MUSEUM NAT. HIST. NATUREL. PARIS	1
G	Opérateur logistique	RECTORAT DE CRETEIL	3
G	Opérateur logistique	RECTORAT DE PARIS	1
G	Opérateur logistique	UNIVERSITÉ PARIS 10	1

BAP	EMPLOI TYPE	AFFECTATAIRE	NOMBRE D'EMPLOIS
G	Opérateur logistique	UNIVERSITÉ PARIS PANTHEON-ASSAS (P2)	1
G	Opérateur logistique	UNIVERSITÉ SORBONNE UNIVERSITÉ	2
J	Adjoint en gestion administrative	ENS PARIS SACLAY	1
J	Adjoint en gestion administrative	INALCOPARIS	1
J	Adjoint en gestion administrative	UNIVERSITÉ PARIS8	1

Zone géographique : Nord

BAP	EMPLOI TYPE	AFFECTATAIRE	NOMBRE D'EMPLOIS
B	Préparateur en chimie et sciences physiques	RECTORAT D'AMIENS	7
G	Opérateur logistique	CROUS LILLE	1

Zone géographique : Ouest

BAP	EMPLOI TYPE	AFFECTATAIRE	NOMBRE D'EMPLOIS
A	Préparateur en sciences de la vie et de la terre	RECTORAT DE POITIERS	1
A	Préparateur en sciences de la vie et de la terre	UNIVERSITÉ LIMOGES	1
B	Préparateur en chimie et sciences physiques	RECTORAT DE POITIERS	1
F	Aide d'information documentaire et de collections patrimoniales	NANTES UNIVERSITÉ	1
G	Commis de cuisine et restauration	RECTORAT DE RENNES	1
G	Électricien courants fort ou faible	UNIVERSITÉ LIMOGES	1
G	Opérateur de maintenance	UNIVERSITÉ LIMOGES	2
G	Opérateur logistique	RECTORAT DE POITIERS	4
G	Opérateur logistique	RECTORAT DE RENNES	1
G	Opérateur logistique	RECTORAT D'ORLEANS	2
J	Adjoint en gestion administrative	NANTES UNIVERSITÉ	3
J	Adjoint en gestion administrative	UNIVERSITÉ DE BRETAGNE SUD (LORIENT)	3
J	Adjoint en gestion administrative	UNIVERSITÉ ORLEANS	1
J	Adjoint en gestion administrative	UNIVERSITÉ TOURS	5

Zone géographique : Polynésie française

BAP	EMPLOI TYPE	AFFECTATAIRE	NOMBRE D'EMPLOIS
B	Préparateur en chimie et sciences physiques	VICE RECTORAT POLYNESIE FR.	2
G	Commis de cuisine et restauration	VICE RECTORAT POLYNESIE FR.	3
G	Électricien courants fort ou faible	VICE RECTORAT POLYNESIE FR.	2
G	Opérateur de maintenance	VICE RECTORAT POLYNESIE FR.	2

Zone géographique : Réunion

BAP	EMPLOI TYPE	AFFECTATAIRE	NOMBRE D'EMPLOIS
G	Commis de cuisine et restauration	CROUS LA REUNION	1

Zone géographique : Rhône-Alpes-Auvergne

BAP	EMPLOI TYPE	AFFECTATAIRE	NOMBRE D'EMPLOIS
A	Préparateurs sciences de la vie et de la terre	RECTORAT DE GRENOBLE	3
B	Préparateur en chimie et sciences physiques	RECTORAT DE GRENOBLE	4
G	Jardinier	ECOLE NORMALE SUPERIEURE LYON	1
G	Opérateur de maintenance	RECTORAT DE LYON	1
G	Opérateur logistique	RECTORAT DE LYON	1
G	Opérateur logistique	UNIVERSITÉ LYON 3 (JEAN MOULIN)	1
G	Plombier, chauffagiste, opérateur en froid et ventilation	UNIVERSITÉ LYON 1 (CLAUDE BERNARD)	2
G	Plombier, chauffagiste, opérateur en froid et ventilation	UNIVERSITÉ LYON 3 (JEAN MOULIN)	1
J	Adjoint en gestion administrative	UNIVERSITÉ JEAN MONNET	4
J	Adjoint en gestion administrative	UNIVERSITÉ LYON 1 (CLAUDE BERNARD)	4
J	Adjoint en gestion administrative	UNIVERSITÉ LYON 2 (LUMIERE)	4
J	Adjoint en gestion administrative	UNIVERSITÉ SAVOIE MONT-BLANC	2

Zone géographique : Sud-Est

BAP	EMPLOI TYPE	AFFECTATAIRE	NOMBRE D'EMPLOIS
G	Opérateur logistique	RECTORAT D'AIX-MARSEILLE	4
G	Opérateur logistique	RECTORAT DE CORSE	1

Zone géographique : Sud-Ouest

BAP	EMPLOI TYPE	AFFECTATAIRE	NOMBRE D'EMPLOIS
F	Opérateur d'exploitation	UNIVERSITÉ DE TOULOUSE	1
G	Opérateur de maintenance	UNIVERSITÉ DE TOULOUSE	1
G	Opérateur de maintenance	UNIVERSITÉ TOULOUSE 2	1
G	Opérateur logistique	INP TOULOUSE	1
G	Opérateur logistique	RECTORAT DE TOULOUSE	1
G	Opérateur logistique	UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER	1
G	Opérateur logistique	UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER PAUL-VALÉRY	1
G	Opérateur logistique	UNIVERSITÉ DE TOULOUSE	2
J	Adjoint en gestion administrative	INU JF CHAMPOLLION	1
J	Adjoint en gestion administrative	UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER	3
J	Adjoint en gestion administrative	UNIVERSITÉ DE TOULOUSE	6
J	Adjoint en gestion administrative	UNIVERSITÉ TOULOUSE 2	3

Annexe 2 - Répartition des postes offerts aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi des adjoints techniques de recherche et de formation

ANNEXE 2

ADJOINTS TECHNIQUES DE RECHERCHE ET DE FORMATION

Répartition des postes offerts aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi

AFFECTATAIRE (ÉTABLISSEMENT OU SERVICE RECRUTEUR)	NOMBRE D'EMPLOIS
CROUS BESANCON	1
CROUS CRETEIL	1
CROUS TOULOUSE	1
ECOLE CENTRALE DE LYON	1
NANTES UNIVERSITÉ	4
UNIVERSITÉ CLERMONT AUVERGNE (EPE-UCA)	1
UNIVERSITÉ DE BRETAGNE SUD (LORIENT)	1
UNIVERSITÉ LA ROCHELLE	1
UNIVERSITÉ LIMOGES	1
UNIVERSITÉ LYON 3 (JEAN MOULIN)	1
UNIVERSITÉ ORLEANS	1
UNIVERSITÉ SAVOIE MONT-BLANC	1
UNIVERSITÉ TOULOUSE 3	2
UNIVERSITÉ TOURS	2



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 20/29, Page 1/4

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 25 mars 2025 autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture d'examens professionnels pour l'avancement au grade d'adjoint technique principal de recherche et de formation de 2e classe et fixant le nombre et la répartition des postes offerts

NOR : ETA25300398AR

Le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu le décret n° 86-442 du 14 mars 1986 modifié relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 modifié relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;

Vu le décret n° 2024-759 du 7 juillet 2024 fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2011 modifié relatif aux modalités d'organisation et aux règles de désignation des jurys de concours et d'examens professionnels de recrutement et d'avancement dans les corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2011 modifié relatif aux règles de composition des jurys et aux modalités de désignation des experts susceptibles de siéger dans les jurys de concours et d'examens professionnels de recrutement et d'avancement dans les corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2012 modifié relatif aux modalités d'avancement au grade d'adjoint technique principal de 2e classe de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2024 fixant les conditions et les modalités de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique,

Arrête :

Article 1er

Est autorisée, au titre de l'année 2025, l'ouverture d'examens professionnels pour l'avancement au grade d'adjoint technique principal de recherche et de formation de 2e classe.

Art. 2

Le nombre de postes offerts à ces examens professionnels est fixé à 132, répartis conformément au tableau figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 3

Les candidats s'inscrivent à l'examen professionnel ouvert au titre de l'académie ou du vice-rectorat dont ils relèvent pour leur gestion.

Les candidats en fonction à l'administration centrale s'inscrivent à l'examen professionnel ouvert à ce titre.

Art. 4

Les dates d'ouverture et de clôture des registres des inscriptions ainsi que la désignation de l'établissement ou service chargé de son organisation, dénommé « centre organisateur », font l'objet, selon l'examen professionnel concerné, d'un arrêté du recteur d'académie ou du vice-recteur.

Le téléchargement des dossiers de candidature s'effectue par internet à l'adresse suivante :

<http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/recrutements/itrf>

En cas d'impossibilité de se connecter pour télécharger leur dossier, les candidats pourront, sur demande écrite, obtenir un dossier imprimé. Ce courrier, accompagné d'une enveloppe au format C4 (22,9 × 32,4 cm) affranchie au tarif en vigueur correspondant à un poids allant jusqu'à 100 grammes et libellée au nom et à l'adresse du candidat, devra être adressé par voie postale en recommandé simple au centre organisateur de l'examen. Les candidats devront veiller à demander leur dossier suffisamment tôt pour tenir compte des délais d'acheminement du courrier.

Toute candidature doit être établie sur le format du dossier de la session 2025. À défaut, elle ne sera pas examinée.

Art. 5

Le dossier d'inscription, dûment complété, devra être renvoyé par voie postale en recommandé simple au centre organisateur de l'examen professionnel, au plus tard à la date limite fixée par l'arrêté mentionné ci-dessus.

Aucun dossier posté hors délai ne sera pris en compte, le cachet de la poste faisant foi.

Art. 6

Les candidats en situation de handicap qui sollicitent un aménagement d'épreuves transmettent à l'autorité organisatrice de l'examen professionnel le certificat médical mentionné à l'article 2 du décret du 4 mai 2020 susvisé. Ce certificat, établi par un médecin agréé, devra obligatoirement être joint au dossier de candidature.

Le certificat médical doit avoir été établi moins de six mois avant le déroulement des épreuves. Il précise les aides humaines et techniques ainsi que les aménagements de nature à permettre aux candidats, compte tenu de la forme et de la durée des épreuves, de composer dans des conditions compatibles avec leur situation.

Les aides et aménagements sollicités sont mis en œuvre par l'autorité organisatrice de l'examen professionnel sous réserve que les charges afférentes ne soient pas disproportionnées au regard des moyens matériels et humains dont elle dispose.

Le dossier d'inscription téléchargé par les candidats comporte le modèle de certificat médical à fournir.

La liste des médecins agréés est disponible auprès de la préfecture. Cette liste peut également être consultée sur le site internet de chaque agence régionale de santé à partir du portail des agences régionales de santé à la rubrique « Votre agence régionale de santé » : <https://www.ars.sante.fr>.

Art. 7

I. - La nature de l'épreuve orale est compatible avec le recours à la visioconférence dans les conditions fixées par l'arrêté du 8 juillet 2024 susvisé pour les candidats résidant dans l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution ou à l'étranger, en situation de handicap, en situation de grossesse ou dont l'état de santé le nécessite.

II. - Les candidats résidant dans l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution ou à l'étranger qui souhaitent bénéficier de la visioconférence en expriment la demande auprès de l'autorité organisatrice de l'examen professionnel, au plus tard trois semaines avant le premier jour des épreuves.

III. - Les candidats dont la situation de handicap, l'état de grossesse ou l'état de santé nécessite le recours à la visioconférence en expriment la demande selon la même procédure et dans le même délai. Ils joignent à leur demande un certificat délivré par l'un des médecins mentionnés à l'article 1er ou à l'article 3 du décret du 14 mars 1986 susvisé comportant la mention de l'aménagement souhaité. L'absence de transmission du certificat médical ou sa transmission hors délai rend la demande irrecevable.

IV. - Les candidats résidant sur le territoire national qui bénéficient du recours à la visioconférence passent l'épreuve orale dans un service ou établissement situé dans le ressort géographique de l'académie ou du vice-rectorat de leur résidence administrative.

Les candidats résidant à l'étranger qui bénéficient du recours à la visioconférence passent l'épreuve dans un établissement public placé sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur ou dans un établissement scolaire de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Le service ou établissement dans lequel le candidat passe l'épreuve est désigné par l'autorité organisatrice de l'examen professionnel.

Art. 8

Le jury est nommé par le recteur ou le vice-recteur pour les examens professionnels ouverts pour les personnels relevant de leur circonscription.

Art. 9

Le directeur général des ressources humaines, les recteurs d'académie, les vice-recteurs et les présidents, directeurs ou responsables des établissements publics d'enseignement supérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 25 mars 2025.

Pour le ministre et par délégation : le chef de service, adjoint au directeur général des ressources humaines,

L. CRUSSON

Annexe - Examens professionnels pour l'avancement au grade d'adjoint technique principal de recherche et de formation de 2e classe (session 2025)**ANNEXE****EXAMENS PROFESSIONNELS POUR L'AVANCEMENT AU GRADE D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION DE 2^e CLASSE (SESSION 2025)****Liste des académies et vice-rectorats**

Académies et vice-rectorat	Nombre
Administration centrale	1
Amiens	7
Bordeaux	17
Clermont-Ferrand	8
Corse	1
Grenoble	13
Lyon	15
Mayotte	6
Nantes	7
Normandie	7
Orléans-Tours	9
Polynésie française	12
Rennes	9
Réunion	4
Toulouse	16
Total	132



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 21/29, Page 1/3

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 24 mars 2025 fixant la répartition du nombre de contrats offerts au titre de l'année 2025 au concours externe, au concours externe spécial en langue régionale et au troisième concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles des établissements d'enseignement privés sous contrat

NOR : ETA25300397AR

La ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment son article R. 914-19-5 ;

Vu l'arrêté du 24 septembre 2024 autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture de concours externes, de concours externes spéciaux (langues régionales), de seconds concours internes, de seconds concours internes spéciaux et de troisièmes concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles des établissements d'enseignement privés sous contrat ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2025 fixant le nombre de contrats offerts en 2025 aux concours externes et au troisième concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs des écoles des établissements d'enseignement privés sous contrat,

Arrête :

Article 1er

Le nombre de contrats offerts, au titre de l'année 2025, au concours externe, au concours externe spécial en langue régionale et au troisième concours d'accès à l'échelle de rémunération de professeur des écoles des établissements d'enseignement privés sous contrat est fixé à 850 et réparti ainsi qu'il suit :

- concours externe : 765 ;
- concours externe spécial : 35 ;
- troisième concours : 50.

Art. 2

Le nombre de contrats offerts est réparti entre les académies ainsi qu'il est précisé dans le tableau annexé au présent arrêté.

Art. 3

La directrice des affaires financières et les recteurs d'académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 24 mars 2025.

Pour la ministre et par délégation : la directrice des affaires financières,
M. CAMIADE

Annexe - Répartition du nombre de contrats offerts au concours externe, au concours externe spécial en langue régionale et au troisième concours d'accès à l'échelle de rémunération de professeur des écoles des établissements d'enseignement privés sous contrat - session 2025

ANNEXE

RÉPARTITION DU NOMBRE DE CONTRATS OFFERTS AUX CONCOURS EXTERNE, EXTERNE SPÉCIAL ET AU TROISIÈME CONCOURS D'ACCÈS À L'ÉCHELLE DE RÉMUNÉRATION DES PROFESSEURS DES ÉCOLES DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS SOUS CONTRAT (SESSION 2025)

Académies	Concours externe	Concours externe spécial	Troisième concours
Aix-Marseille	29		
Amiens	11		
Besançon	8		
Bordeaux	27	3	
Bordeaux-Basque ISLRF		10	
Saint-Pierre et Miquelon			
Clermont-Ferrand	22		
Corse	4		
Créteil	48		16
Dijon	15		
Grenoble	22		
Guadeloupe	6		
Guyane	2		
Lille	54		
Limoges	3		
Lyon	69		
Martinique	4		
Montpellier	25		
Montpellier-occitan ISLRF		8	
Montpellier-catalan ISLRF		1	
Nancy-Metz	15		
Nancy-Metz Mosellan ISLRF			
Nantes	101		
Nice	7		
Normandie	30		
Orléans-Tours	30		4
Paris-ISFEC	48		9
Paris-Neher	5		2
Paris-Eurecole	8		2
Poitiers	12		
Reims	20		2
Rennes	48	7	
Rennes-Diwan ISLRF		4	
Réunion	26		

Académies	Concours externe	Concours externe spécial	Troisième concours
Strasbourg	3	1	1
Strasbourg-Alsacien ISLRF		1	
Toulouse	31		4
Versailles	31		10
Polynésie Française	1		
Total	765	35	50

Nombre total de contrats offerts au titre de l'année 2025		850
---	--	-----



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 22/29, Page 1/1

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 24 mars 2025 fixant les taux d'avancement de groupe applicables aux personnels à statut ouvrier du ministère des armées au titre de l'année 2025

NOR : ETA25300396AR

Le ministre des armées, le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification et la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics,

Vu l'arrêté du 30 décembre 2016 portant sur la fixation du taux d'avancement de groupe de rémunération des personnels à statut ouvrier et fixant les modalités de reclassement consécutives à la création de groupes de rémunération nouveaux,

Arrêtent :

Article 1er

Les taux d'avancement de groupe des personnels à statut ouvrier du ministère des armées pour l'année 2025 sont fixés ainsi qu'il suit :

- pour l'accès au groupe VII : 14 % ;
- pour l'accès au hors-groupe : 11 % ;
- pour l'accès au hors-groupe nouveau : 10 % ;
- pour l'accès à la hors-catégorie A : 11 % ;
- pour l'accès à la hors-catégorie B : 10 % ;
- pour l'accès à la hors-catégorie C : 8 % ;
- pour l'accès aux groupes T5 et T5 bis : 14 % ;
- pour l'accès aux groupes T6 : 11 % ;
- pour l'accès aux groupes T6 bis : 11 % ;
- pour l'accès aux groupes T7 : 11 %.

Art. 2

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 24 mars 2025.

Le ministre des armées, pour le ministre et par délégation : le chef de service des ressources humaines civiles,

J. MISFUD

Le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification, pour le ministre et par délégation : le sous-directeur de la politique salariale et des parcours de carrière,

J. VENCATACHELLUM

La ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics, pour la ministre et par délégation : le sous-directeur chargé de la 5e sous-direction de la direction du budget,

C. BOISNAUD



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 23/29, Page 1/2

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 24 mars 2025 fixant le nombre de places offertes pour la 2e session des concours externe et interne de recrutement des greffiers des services judiciaires au titre de l'année 2025 (épreuves écrites en avril 2025)

NOR : ETA25300395AR

Le ministre d'État, le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, notamment ses articles L. 241-1 et suivants et R. 242-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2015-1275 du 13 octobre 2015 modifié portant statut particulier des greffiers des services judiciaires ;

Vu le décret n° 2024-759 du 7 juillet 2024 fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 29 avril 2016 modifié fixant l'organisation générale, la nature et le programme des épreuves ainsi que la composition du jury des concours de recrutement des greffiers des services judiciaires ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2024 fixant les conditions et les modalités de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 25 octobre 2024 autorisant au titre de l'année 2025 l'ouverture d'une 2e session de concours externe et interne pour le recrutement des greffiers des services judiciaires (épreuves écrites en avril 2025),

Arrête :

Article 1er

Le nombre total de places offertes à la 2e session des concours externe et interne pour le recrutement des greffiers des services judiciaires est fixé à 420 selon la répartition suivante :

- concours externe : 252 places ;
- concours interne : 168 places.

Art. 2

50 places seront offertes aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

Art. 3

À défaut de candidat qualifié inscrit sur la liste d'aptitude établie par le ministre chargé de la défense en application des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre pour exercer les fonctions de greffier des services judiciaires, les emplois vacants ne pourront être pourvus qu'en satisfaisant aux priorités définies à l'article L. 242-7 du même code et selon la procédure définie aux articles R. 242-17 et suivants du même code.

À défaut de candidat qualifié pour exercer les fonctions de greffier des services judiciaires ou en cas de refus du candidat, les emplois non pourvus dans les conditions définies à l'article L. 242-7 s'ajoutent aux emplois à pourvoir au titre du recrutement suivant dans les conditions définies à l'article R. 242-21.

Art. 4

En outre, 30 places seront offertes aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 351-1 du code général de la fonction publique.

Art. 5

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 24 mars 2025.

Pour le ministre et par délégation : le directeur des services judiciaires,

P. PRACHE



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 24/29, Page 1/1

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 20 mars 2025 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2019 pris pour l'application aux officiers généraux de la gendarmerie nationale du décret n° 2018-965 du 8 novembre 2018 portant création d'une indemnité spécifique de haute responsabilité

NOR : ETA25300394AR

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur, le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification et la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics,

Vu le décret n° 2018-965 du 8 novembre 2018 modifié portant création d'une indemnité spécifique de haute responsabilité, notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2019 pris pour l'application aux officiers généraux de la gendarmerie nationale du décret n° 2018-965 du 8 novembre 2018 portant création d'une indemnité spécifique de haute responsabilité,

Arrêtent :

Article 1er

L'article 3 de l'arrêté du 30 décembre 2019 susvisé est abrogé.

Art. 2

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 20 mars 2025.

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur, pour le ministre et par délégation : le sous-directeur de la politique des ressources humaines,

S. MACHAC

Le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification, pour le ministre et par délégation : le sous-directeur de la politique salariale et des parcours de carrière,

J. VENCATACHELLUM

La ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics, pour la ministre et par délégation : le sous-directeur chargé de la 5e sous-direction de la direction du budget,

C. BOISNAUD



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 25/29, Page 1/2

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 20 mars 2025 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2019 fixant par groupes la liste des emplois de la gendarmerie nationale ouvrant droit à l'attribution de l'indemnité spécifique de haute responsabilité

NOR : ETA25300393AR

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur,

Vu l'arrêté du 30 décembre 2019 modifié fixant par groupes la liste des emplois de la gendarmerie nationale ouvrant droit à l'attribution de l'indemnité spécifique de haute responsabilité,

Arrête :

Article 1er

Les dispositions de l'arrêté du 30 décembre 2019 susvisé sont modifiées conformément aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Art. 2

À l'article 1er, après les mots : « en annexe », est ajouté le mot : « I ».

Art. 3

Après l'article 1er, il est inséré un article 1-1 ainsi rédigé :

« Art. 1-1. – La liste des autorités désignées pour déterminer la part fonctionnelle et la part variable de l'indemnité spécifique de haute responsabilité est fixée en annexe II du présent arrêté. »

Art. 4

Dans l'annexe, avant les mots : « liste des emplois ouvrant droit à l'attribution », sont insérés les mots : « ANNEXE I – ».

Art. 5

Après l'annexe, il est ajouté une annexe II ainsi rédigée :

« ANNEXE II

« LISTE DES AUTORITÉS DÉSIGNÉES POUR DÉTERMINER LE MONTANT DES PARTS FONCTIONNELLE ET VARIABLE DE L'INDEMNITÉ SPÉCIFIQUE DE HAUTE RESPONSABILITÉ

«

Groupes d'emplois	Autorités	
	Part fonctionnelle	Part variable
Hors-groupe 2	Directeur du cabinet du ministère de l'intérieur	Directeur du cabinet du ministre de l'intérieur Secrétaire général du ministère de l'intérieur
Groupe 1	Directeur du cabinet du ministre de l'intérieur (1)	Directeur du cabinet du ministre de l'intérieur Secrétaire général du ministère de l'intérieur Directeur général de la gendarmerie nationale Major général de la gendarmerie nationale Directeur des ressources humaines de la gendarmerie nationale
	Directeur général de la gendarmerie nationale	
Groupe 2	Directeur général de la gendarmerie nationale	
Groupes 3 à 5	Major général de la gendarmerie nationale	Directeur général de la gendarmerie nationale

« (1) Pour les emplois de major général de la gendarmerie nationale, de directeur des opérations et de l'emploi, de directeur des ressources humaines de la gendarmerie nationale, de directeur des soutiens et des finances et de directeur de l'agence du numérique des forces de sécurité intérieure. »

Art. 6

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 20 mars 2025.

Pour le ministre et par délégation : le sous-directeur de la politique des ressources humaines,
S. MACHAC



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 26/29, Page 1/1

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 13 février 2025 portant approbation de l'instruction particulière n° 2340 sur l'élaboration, la validation et l'utilisation d'un guide de classification

NOR : ETA25300391AR

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation et la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche,

Vu le code de la défense, notamment ses article R. 2311-1 à R. 2311-9-1 ;

Vu le code pénal, notamment son article 413-9 ;

Vu l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale ;

Vu l'arrêté du 12 avril 2022 portant approbation de l'instruction ministérielle n° 2300 relative à la protection du secret de la défense nationale au sein des ministères de la transition écologique, de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et de la mer,

Arrêtent :

Article 1er

L'instruction particulière n° 2340 sur l'élaboration, la validation et l'utilisation d'un guide de classification, annexée au présent arrêté, est approuvée.

Art. 2

Le présent arrêté sera publié, sans son annexe, au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 13 février 2025.

Le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, pour le ministre et par délégation : le secrétaire général,
G. LEFORESTIER

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, pour le ministre et par délégation : le secrétaire général,
G. LEFORESTIER

La ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, pour le ministre et par délégation : le secrétaire général,
G. LEFORESTIER



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 27/29, Page 1/3

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 12 mars 2025 autorisant l'ouverture du concours externe sur épreuves et du concours interne pour le recrutement dans le corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse au titre de l'année 2025

NOR : ETA25300390AR

Le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 95-681 du 9 mai 1995 modifié fixant les conditions d'inscription des candidats aux concours d'accès à la fonction publique de l'État par voie électronique ;

Vu le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2017-1050 du 10 mai 2017 modifié portant dispositions statutaires communes aux corps de catégorie A de la fonction publique de l'État à caractère socio-éducatif ;

Vu le décret 2019-49 du 30 janvier 2019 modifié portant statut particulier du corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;

Vu l'arrêté du 22 mars 1993 relatif aux conditions particulières d'aptitude psychologique pour la nomination des candidats admis à l'emploi d'éducateur à la protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2009 modifié relatif aux règles d'organisation générale des concours pour le recrutement des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté du 10 février 2020 fixant la liste des titres ou diplômes requis pour se présenter au concours externe sur épreuves d'éducateur de la protection judiciaire de la jeunesse,

Arrête :

Article 1er

Est autorisée, au titre de l'année 2025, l'ouverture d'un concours externe sur épreuves et d'un concours interne pour le recrutement d'éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse.

Art. 2

Les inscriptions s'effectuent par voie électronique à partir du vendredi 4 avril 2025 sur le site internet du ministère de la justice à l'adresse suivante : www.lajusticerecrute.fr.

La date de fin de saisie des inscriptions sur le site du ministère de la justice est fixée au lundi 5 mai 2025 à minuit, heure de Paris, date de clôture des inscriptions.

En cas d'impossibilité de s'inscrire par voie électronique, les candidats conservent la possibilité de retirer un dossier imprimé établi à cette fin, à compter du vendredi 4 avril 2025, et jusqu'au lundi 5 mai 2025 (le cachet de la poste faisant foi), délai de rigueur, en écrivant à l'adresse de la direction interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse de leur choix (liste jointe). La date limite de dépôt des dossiers d'inscription imprimés est fixée au lundi 5 mai 2025 (le cachet de la poste faisant foi).

Afin de finaliser leur inscription, les candidats devront adresser leurs pièces justificatives, listées dans la notice du concours disponible sur le site internet du ministère de la justice, au plus tard le lundi 5 mai 2025 (le cachet de la poste faisant foi), en recommandé avec accusé de réception à l'adresse de la direction interrégionale d'inscription.

Les candidats en situation de handicap qui demandent un aménagement des épreuves doivent fournir un certificat médical établi par un médecin agréé. Le certificat médical, qui doit avoir été établi moins de six mois avant le déroulement des épreuves, précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que des aménagements nécessaires pour permettre à ces candidats, compte tenu de la nature et de la durée des épreuves, de composer dans des conditions compatibles avec leur situation.

Le certificat médical doit être transmis par ces candidats au plus tard le 16 juin 2025, conformément aux dispositions du décret du 4 mai 2020 susvisé.

Les épreuves écrites d'admissibilité auront lieu le jeudi 18 septembre 2025.

Le document retraçant le parcours de formation est établi préalablement par le candidat en vue de l'épreuve orale d'admission. Ce document doit être remis aux représentants de l'administration au moment de l'épreuve écrite ou envoyé par voie postale en recommandé avec accusé de réception au plus tard le vendredi 3 octobre 2025 (le cachet de la poste faisant foi) à la direction interrégionale d'inscription.

Le document retraçant le parcours de formation devra aussi être transmis par voie dématérialisée au plus tard le vendredi 3 octobre 2025 à minuit, heure de Paris, à l'adresse électronique de la direction interrégionale d'inscription.

Les épreuves orales d'admission auront lieu à partir du lundi 8 décembre 2025. Le recours à la visioconférence n'est pas possible, l'épreuve collective de table ronde étant incompatible avec la visioconférence.

Art. 3

La composition du jury et le nombre de postes offerts feront l'objet d'un arrêté ultérieur du ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice.

Art. 4

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 12 mars 2025.

Pour le ministre et par délégation : la cheffe du bureau du recrutement et de la formation,

C. FOLEA

Annexe

ANNEXE

Direction interrégionale	Régions administratives concernées	Adresse et coordonnées
Direction interrégionale GRAND CENTRE	Bourgogne, Franche Comté, Centre-Val de Loire Départements : 18-21-25-28-36-37-39-41-45-58-70-71-89-90	30, boulevard Clémenceau CS 27051 21070 DIJON Cedex Tél. : 03.45.21.86.14 Mél : concours.dirpjj-grand-centre@justice.fr
Direction interrégionale CENTRE EST	Rhône-Alpes, Auvergne Départements : 01-03-07-15-26-38-42-43-63-69-73-74	75, rue de la Villette - BP 73269 69404 LYON Cedex 03 Tél. : 04.72.33.06.40 Mél : concours.dirpjj-centre-est@justice.fr
Direction interrégionale GRAND EST	Alsace, Champagne Ardennes, Lorraine Départements : 08-10-51-52-54-55-57-67-68-88	109, boulevard d'Haussonville - CS 14109 54041 NANCY Cedex Tél. : 03.83.40.01.85 Mél : concours.dirpjj-grand-est@justice.fr
Direction interrégionale GRAND OUEST	Bretagne, Pays-de-la-Loire, Basse Normandie, Haute Normandie Départements : 14-22-27-29-35-44-49-50-53-56-61-72-76-85	6, place des colombes – CS 20804 35108 RENNES Cedex 3 Tél. : 02.99.87.95.10 Mél : concours.dirpjj-grand-ouest@justice.fr
Direction interrégionale GRAND NORD	Hauts de France (Nord-Pas-de-Calais, Picardie) Départements : 02-59-60-62-80	123, boulevard de la Liberté – CS 20009 59042 LILLE Cedex Tél. : 03.20.21.83.50 Mél : concours.dirpjj-grand-nord@justice.fr
Direction interrégionale Ile-de-France et Outre-mer	Ile de France et outre-mer Départements : 75-77-78-91-92-93-94-95 Guadeloupe, Martinique, Mayotte, La Réunion, Guyane, Polynésie	Tour Pitard 9/11, rue Georges Pitard 75015 Paris Tél. : 01.49.29.28.60 Mél : concours.dirpjj-idf-om@justice.fr
Direction interrégionale SUD	Occitanie (Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées) Départements : 09-11-12-30-31-32-34-46-48-65-66-81-82	371, rue des Arts - CS 67633 31676 LABEGE Cedex Tél. : 05.61.00.79.00 Mél : concours.dirpjj-sud@justice.fr
Direction interrégionale SUD EST	Provence, Alpes, Côte d'Azur, Corse Départements : 2A-2B-04-05-06-13-83-84	158 A, rue du Rouet CS 10 008 13295 MARSEILLE Cedex 08 Tél. : 04.96.20.63.40 Mél : concours.dirpjj-sud-est@justice.fr
Direction interrégionale SUD OUEST	Nouvelle-Aquitaine (Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes) Départements : 16-17-19-23-24-33-40-47-64-79-86-87	8, rue Poitevin - CS 11508 33062 BORDEAUX Cedex Tél. : 05.56.79.14.49 Mél : concours.dirpjj-sud-ouest@justice.fr



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 28/29, Page 1/6

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêtés

Arrêté du 6 mars 2025 pris pour l'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié et relatif à la politique de déplacement professionnels des agents affectés à la direction générale de l'aviation civile ou voyageant pour son compte et du bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile

NOR : ETA25300389AR

Le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'État ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant le taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret susvisé ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant le taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret susvisé ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant le taux des indemnités de stage prévues l'article 3-1 du décret susvisé ;

Vu l'arrêté du 26 février 2019 pris en application de l'article 11-1 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'État,

Arrête :

Article 1er

En application du décret du 3 juillet 2006 susvisé, dans les conditions définies ci-après, la politique des déplacements professionnels de la direction générale de l'aviation civile est régie par les principes généraux suivants :

- tout agent qui se déplace hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale doit être, sauf situations urgentes et imprévisibles, muni avant son départ d'un ordre mission dûment validé ;
- le recours aux services de l'agence de voyages est obligatoire, sauf en cas d'imprévisibilité de la mission ou de prestations non accessibles par celle-ci. L'achat des prestations par l'administration dispense l'agent de toute avance de frais ;
- la définition de pratiques de voyages homogènes, transparentes et adaptées aux métiers et aux missions ;
- l'optimisation du coût de la mission en prenant en compte l'ensemble des paramètres liés à la mission et aux métiers ;
- l'indemnisation des frais de transport, d'hébergement, de repas ou autre est soumise à l'effectivité de la dépense ;
- les déplacements professionnels doivent être utilisés avec modération dans le cadre de la bonne exécution des missions de l'administration ;
- le critère environnemental est pris en compte pour le choix des modalités de déplacement professionnel.

Le présent arrêté fixe les conditions et les modalités de règlement des frais de déplacement temporaires des personnels de la DGAC et du BEA ainsi que des collaborateurs occasionnels et intervenants extérieurs qu'ils soient agents publics ou personnes privées. Les modalités de remboursement ou d'indemnisation des frais de déplacement engagés par les personnes étrangères à l'administration qui interviennent pour le compte des services de la direction générale de l'aviation civile sont les mêmes que celles applicables aux agents de la DGAC. Leur résidence administrative est considérée comme identique à leur résidence familiale.

Art. 2

Le choix du mode de transport est effectué sur la base du tarif le moins onéreux du moyen de transport le plus adapté à la nature du déplacement, en tenant compte des cas métiers spécifiques. Les transports par voie ferroviaire ou aérienne sont effectués dans la classe présentant le tarif le moins onéreux.

Les cas de dérogation au principe du voyage dans la classe présentant le tarif le moins onéreux doivent être les plus réduits possibles et résulter de la nature de la mission.

Le recours à une classe immédiatement supérieure est autorisé par l'autorité qui ordonne le déplacement lorsque l'une des conditions suivantes est remplie :

- une promotion tarifaire accordée par la société de transport aboutit à un tarif se révélant identique ou moins coûteux que celui de la classe économique ;
- la durée du transport par la voie ferroviaire aller-retour est supérieure à 6 heures et la totalité du voyage est accomplie dans la journée ;
- la durée du transport par la voie aérienne est égale ou supérieure à sept heures pour chaque trajet, délais de transit non compris, et la durée de la mission est inférieure ou égale à cinq jours, délais de vols compris ;
- les trajets en avion concernent un déplacement professionnel entre la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française ou Wallis-et-Futuna et la métropole, quelle que soit la durée de la mission.

Le recours à un mode de transport plus onéreux doit être justifié par l'intérêt du service et du métier, par exemple des contraintes horaires significatives, des contraintes liées à la mission, ou par des circonstances exceptionnelles telles que l'imprévisibilité de la mission, l'indisponibilité de places pour le mode de transport ou le tarif le moins onéreux.

La voie aérienne ne peut être autorisée que lorsque le temps total du trajet (de la résidence administrative ou familiale au lieu de destination finale) aller ou retour incluant la voie ferroviaire est supérieur à quatre heures. Si le trajet s'effectue dans une même journée, la voie aérienne est autorisée lorsque le temps total de trajet par la voie ferroviaire est supérieur à six heures.

Lorsque la résidence familiale est très éloignée de la résidence administrative et lorsque les écarts de coûts sont significatifs, le défraiement est établi dans la limite des coûts du trajet le moins onéreux pour rejoindre le lieu de la mission. La résidence familiale à prendre en compte est la résidence familiale principale déclarée dans le SIRH.

Lorsque l'agent bénéficie à sa demande de conditions de transport différentes de celles retenues par l'administration, le surcoût complémentaire éventuel est à sa charge.

Art. 3

Les cartes d'abonnement peuvent faire l'objet d'une prise en charge financière par le service qui autorise le déplacement dès lors que son acquisition permet de réduire le coût annuel des missions effectuées par le bénéficiaire pour le compte du service qui autorise le déplacement.

Leur acquisition doit être justifiée au regard de l'historique des missions ou de prévisions réalistes sur les déplacements futurs. La décision de renouvellement est prise dans les mêmes conditions afin de s'assurer que l'utilisation de la carte individuelle de réduction ou d'abonnement a réellement généré des économies et apparaît toujours justifiée.

Ces cartes sont souscrites par l'administration auprès des agences de voyages titulaires d'un accord-cadre en cours d'exécution.

En contrepartie, l'agent s'engage à utiliser les bonifications obtenues par l'utilisation de la carte dans le cadre exclusif de ses trajets professionnels.

Les titulaires d'une carte personnelle de réduction commerciale ou de fidélité sont tenus d'en faire état lors de la préparation de la mission.

Art. 4

En application du décret n° 2024-746 du 6 juillet 2024 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État, les pièces justificatives de repas ne sont ni transmises, ni conservées par l'agent, sauf demande expresse de l'autorité qui ordonne la mission.

Les frais divers listés aux alinéas *a* à *g* ci-dessous, engagés par l'agent pour l'exécution de la mission, donnent lieu à remboursement, sous réserve de l'accord de l'autorité qui ordonne le déplacement et sur présentation des pièces justificatives de dépenses. L'état de frais et les justificatifs de paiement pour ces dépenses doivent être systématiquement transmis par l'agent à l'ordonnateur ou à son délégué qui en assure le contrôle. Il est recommandé d'adresser ces pièces dans un format dématérialisé dès que possible à l'issue de la mission.

a) Les frais d'hébergement lorsqu'ils ne sont pas pris en charge par l'administration via l'agence de voyages, dans la limite des indemnités forfaitaires telles que définies dans l'arrêté susvisé du 3 juillet 2006 modifié fixant le taux des indemnités de mission ;

b) Les prestations de transports selon les principes définis à l'article 2 du présent arrêté lorsque, par exception, elles ne sont pas prises en charge par l'administration via l'agence de voyages ;

c) Les frais de transport en commun, non réservables en amont par l'agent ou l'agence de voyages, à l'exclusion de ceux engagés pour rejoindre ou quitter la résidence administrative ou familiale lorsque l'agent bénéficie d'une prise en charge partielle de ses titres de transport, conformément au deuxième alinéa de l'article 9 du décret du 3 juillet 2006 susvisé ;

d) Les frais directement induits par le transport : frais de délivrance d'un passeport ou d'un visa, excédents de bagages nécessaires à la mission notamment au transport de matériel technique ou de documents administratifs, frais ou impôts à acquitter par le voyageur, taxes d'aéroport, frais de change et autres taxes ;

e) Les frais rendus nécessaires par l'exécution de la mission : frais de vaccination et de traitements médicaux prophylactiques obligatoires ou recommandés par l'institut Pasteur ;

f) Le recours au transport en commun doit être privilégié. Toutefois, les frais de taxi ou de Véhicule de transport avec chauffeur (VTC) peuvent être pris en charge, sous réserve de l'accord motivé de l'autorité qui valide la mission, pour les liaisons avec les aéroports et les gares ainsi que les parcours de courte distance, dans les seuls cas non cumulatifs suivants :

- en cas d'absence permanente ou occasionnelle de moyens de transport collectifs ;
- pour garantir la sécurité de l'agent ;
- lorsque l'agent doit transporter du matériel précieux, fragile, lourd ou encombrant ;
- en cas d'utilisation collective du taxi ou du VTC ;
- lorsque le coût global est inférieur au coût de tout autre moyen de transport ;
- lorsque le départ de l'agent depuis le domicile ou le retour au domicile ont lieu respectivement avant 7 h ou après 22 h.

g) Les frais de stationnement dans la limite de 72 heures, s'il est avéré qu'il n'existe pas de moyens de transport en commun disponibles aux heures de départ ou de retour de la mission et si ces frais restent moins onéreux que le recours à un taxi ou à un VTC.

Les frais de déplacement temporaire pris en charge directement par l'administration ne donnent pas lieu à la communication par l'agent des pièces justificatives afférentes dès lors que la mission s'est déroulée conformément à l'ordre de mission et à la commande effectuée par l'administration auprès du prestataire de voyages.

En revanche, si les prestations ont été modifiées par le missionné au cours de la mission, les justificatifs doivent être produits sauf lorsque ces modifications n'emportent pas d'impact financier supplémentaire.

Lorsque le montant total des frais afférents à la mission, hors frais d'hébergement et de repas, ne dépasse pas 30 €, les justificatifs de paiement n'ont pas à être transmis à l'ordonnateur, sauf demande expresse de ce dernier. L'agent doit toutefois conserver les justificatifs de paiement afférents à ces dépenses jusqu'à leur remboursement par l'administration.

Art. 5

Pour les missions en France métropolitaine et en outre-mer, l'agent qui se déplace hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale perçoit, dans les conditions définies aux alinéas ci-dessous, une indemnité forfaitaire d'hébergement (*per diem*) couvrant la nuitée, les taxes de séjour et les frais de petit-déjeuner.

a) Seul l'agent se trouvant en mission hors de sa résidence administrative et de sa résidence familiale pendant la fraction de temps comprise entre minuit et 5 heures du matin peut prétendre à une prise en charge par l'administration de son hébergement ;

b) Le coût de l'hébergement ne doit pas excéder en principe le montant des indemnités de nuitées (*per diem*) prévues par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils de l'État et précisées à l'article 1er de l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisés fixant le taux des indemnités de mission ;

c) Lorsque le recours aux services de l'agence de voyages n'a pas pu être mis en œuvre, une indemnité forfaitaire d'hébergement est versée à l'agent, sur présentation des pièces justificatives de paiement de l'hébergement, au montant exact des indemnités de nuitées (*per diem*) visées au b ;

d) Si l'hébergement est pris en charge gratuitement, aucune indemnité n'est versée à l'agent.

Art. 6

Pour les missions en France métropolitaine et en outre-mer, l'agent qui se déplace hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale perçoit des indemnités forfaitaires de repas selon les modalités suivantes :

a) Une indemnité forfaitaire de repas est versée à l'agent s'il est en mission pendant la totalité de la période comprise entre 12 h et 14 h ou entre 19 h et 21 h, dans les conditions de l'article 7 du présent arrêté ;

b) Le bénéfice pour l'agent d'un repas gratuit interdit le versement de l'indemnité de repas ;

c) Lorsque le départ de l'agent depuis sa résidence familiale a lieu avant 7 h, le temps passé à bord des trains, avions et bateaux peut donner lieu au versement d'une indemnité de petit déjeuner d'un montant forfaitaire de 5 € si le prix du billet ne comprend pas cette prestation ;

d) Pour les missions à l'étranger, le temps passé à bord des bateaux, avions ou trains peut donner lieu au versement d'indemnités de repas si le prix du billet ne comprend pas cette prestation.

Art. 7

Les dispositions suivantes s'appliquent pour le calcul des indemnités, pour les missions en métropole, en outre-mer et à l'étranger :

a) Dans le cas où le moyen de transport utilisé à titre principal est un moyen de transport visé ci-dessous, la mission commence à l'heure de départ et se termine à l'heure d'arrivée de ce moyen de transport. Toutefois, pour le décompte des indemnités, il convient d'ajouter à ces heures, au départ comme à l'arrivée, le délai forfaitaire suivant :

- en cas d'utilisation du train, une heure avant l'heure de départ et une heure après l'heure de retour ;
- en cas d'utilisation de la voie aérienne, deux heures avant le départ et deux heures après l'heure de retour.

b) Dans le cas où le moyen de transport utilisé à titre principal est un moyen de transport individuel, de service, personnel ou de location, c'est l'heure de départ et d'arrivée à la résidence administrative ou à la résidence familiale qui est retenue sans correction ;

c) Le montant de l'indemnisation correspond au cumul des indemnités attribuées à l'agent s'il se trouve en déplacement pendant l'intégralité de la tranche horaire correspondante :

- tranche 12 h-14 h : une indemnité de repas ;
- tranche 19 h-21 h : une indemnité de repas ;
- tranche 0 h-5 h : une indemnité de nuitée.

Les prolongations de séjour à l'initiative de l'agent ne sont pas comprises dans la mission.

Art. 8

À l'occasion des missions qu'il effectue à l'étranger, l'agent bénéficie d'une indemnité journalière forfaitaire qui comprend une nuitée, un petit-déjeuner, les éventuelles taxes d'hébergement et deux repas. Le montant de cette indemnité journalière « étranger » est précisé à l'annexe de l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant le taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781.

Les frais divers tels que les frais médicaux, les frais de visas et les frais supplémentaires de bagages ou d'objets lourds directement liés au déplacement de l'agent ainsi que les frais liés directement à l'exécution de la mission peuvent être pris en charge sur présentation de justificatifs en application de l'article 4 du présent arrêté.

Pour l'application des articles 1er et 2 de l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé, l'indemnité journalière forfaitaire de mission pour les déplacements à l'étranger fait l'objet de l'abattement suivant :

- a) 65 % lorsque l'agent est logé gratuitement ou lorsque le logement est pris en charge directement par l'administration via le recours aux services de l'agence de voyages ;
- b) 35 % lorsqu'il est nourri gratuitement aux repas du midi et du soir ;
- c) 17,5 % lorsqu'il est nourri à l'un des repas du midi ou du soir ;
- d) Si l'hébergement et les repas sont pris en charge gratuitement, aucune indemnité n'est versée à l'agent.

Art. 9

En application de l'article 2-8 du décret du 3 juillet 2006 susvisé, sont considérés comme constituant une seule et même commune :

a) Pour l'Île-de-France : Paris, Aubervilliers, Pantin, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Bagnolet, Montreuil, Fontenay-sous-Bois, Saint-Mandé, Vincennes, Nogent-sur-Marne, Joinville-le-Pont, Saint-Maurice, Charenton-le-Pont, Ivry-sur-Seine, Le Kremlin-Bicêtre, Gentilly, Montrouge, Malakoff, Vanves, Issy-les-Moulineaux, Boulogne-Billancourt, Saint-Cloud, Suresnes, Puteaux, Neuilly-sur-Seine, Levallois-Perret, Clichy, Saint-Ouen, Saint-Denis et le quartier d'affaires de la Défense (Courbevoie, Nanterre, la Garenne-Colombes) ;

b) Pour l'agglomération de Toulouse : les communes dépendant de la communauté d'agglomération du Grand Toulouse (Aucamville, Aussonne, Balma, Beauzelle, Blagnac, Brax, Castelginest, Colomiers, Cornebarrieu, Cugnaux, Fenouillet, Fonbeauzard, Gagnac-sur-Garonne, Launaguet, Mondonville, Pibrac, Pin-Balma, Quint-Fonsegrives, Saint-Alban, Saint-Orens-de-Gameville, Seilh, Toulouse, Tournefeuille, L'Union, Villeneuve-Tolosane, ainsi que la commune de Muret).

En application du décret du 3 juillet 2006 susvisé, un déplacement se déroulant dans l'une de ces communes et se faisant au départ de la résidence familiale ou administrative située dans une autre de ces communes, ne donne lieu à aucune prise en charge au titre des indemnités forfaitaires.

Art. 10

L'indemnisation des frais d'hébergement relatifs aux déplacements est par principe déterminée par application des dispositions prévues aux articles 5 et 8 du présent arrêté.

Toutefois, il est possible de rembourser des frais d'hébergement au-delà de l'indemnité forfaitaire prévue (*per diem*), après accord express de l'autorité hiérarchique qui ordonne le déplacement et du responsable budgétaire, et sur production du justificatif d'hébergement, dans le cas où le surcoût est justifié par au moins l'une des conditions suivantes :

- nécessité d'hébergement sur un site unique déterminé par l'entité organisatrice dans le cas de manifestations officielles pour lesquelles l'agent en mission fait partie de la délégation française ;
- risque avéré pour la sécurité de l'agent en mission à l'étranger ou dans un territoire ultra-marin ;
- lorsque le prépaiement par l'agence de voyages est impossible. L'impossibilité de prépaiement doit avoir fait l'objet d'une confirmation par l'agence de voyages ;
- de tarifs négociés par l'administration dans le cadre de l'organisation de formations ou de séminaires que l'agence de voyages ne peut pas appliquer.

Art. 11

Pour les formations continues dont la durée est supérieure à deux semaines, l'administration prend en charge directement les frais d'hébergement, sauf impossibilité pour l'administration de réserver un hébergement.

La production d'une convocation est obligatoire à l'appui de la demande de déplacement.

La production d'une attestation de formation est obligatoire à l'appui du dossier validé au retour du déplacement par l'autorité qui l'a ordonné.

Les agents fonctionnaires en formation continue dont la durée est supérieure à deux semaines peuvent prétendre à la prise en charge de leurs frais de transport entre leur résidence familiale et le lieu où se déroule la formation dans la limite d'un aller-retour tous les deux mois.

Art. 12

En application des articles 2-4 et 3-1 du décret du 3 juillet 2006 susvisé, le cadre juridique de l'indemnisation des élèves stagiaires-fonctionnaires qui suivent une action de formation préalable à une titularisation est celui prévu par l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de stage prévues à l'article 3-1 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

Les agents fonctionnaires en stage de titularisation peuvent prétendre à la prise en charge de leurs frais de transport entre leur résidence familiale et le lieu où se déroule le stage de titularisation dans la limite d'un aller-retour tous les deux mois.

Art. 13

En application de l'article 6 du décret du 3 juillet 2006 susvisé, un agent appelé à se présenter aux épreuves d'admissibilité ou d'admission d'un concours, d'une sélection ou d'un examen professionnel organisé par l'administration, hors de ses résidences administrative et familiale, peut prétendre à la prise en charge de ses frais de transport entre l'une de ses résidences et le lieu où se déroulent les épreuves dans la limite d'un aller-retour par année civile. Il peut être dérogé à cette limite dans les cas où l'agent est appelé à se présenter aux épreuves d'admission d'un concours.

Cette limite ne s'applique pas aux déplacements nécessaires au maintien des qualifications obligatoires.

Art. 14

En application de l'article 7-1 du décret du 3 juillet 2006 susvisé :

- a) L'indemnité de repas est réduite de 50 % lorsque l'agent a la possibilité de prendre ses repas dans un restaurant administratif ou assimilé ;
- b) Si l'agent refuse la solution d'hébergement proposée par l'administration en application de l'article 11 du présent arrêté, les indemnités de mission versées à un agent en formation sont réduites de 40 % lorsque la durée de la formation est supérieure à deux semaines ;
- c) Dans l'hypothèse où l'agent a réservé lui-même dans une résidence de l'ENAC, les indemnités de nuitées qui lui sont versées sont réduites de 50 % dès la première nuitée.

Art. 15

L'arrêté du 8 août 2023 pris pour l'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié relatif à la politique de déplacements professionnels des agents affectés à la direction générale de l'aviation civile ou voyageant pour son compte et au bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile est abrogé.

Art. 16

Le présent arrêté entre en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Art. 17

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 6 mars 2025.

Pour le ministre et par délégation : le directeur général de l'aviation civile,

D. CAZE



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 29/29, Page 1/2

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Avis officiels

Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de la commune de Teva I Uta pour le mois d'avril 2025

Commune de Teva I Uta			
Numéro	Noms	Situation	Nature des travaux
MFL/DCA/TRV	Travaux autorisés le 4 avril 2025		
2023-131-6	M. Raymond, Teuira TAURAA et Mme Ratia TETUANUI	Parcelle cadastrée n° 37, section BM (terre Arue et Temaru : parcelle B partie – Teurupareva – Manini : lot 9 ou parcelle A) à Papeari	Avenant au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F2 en bois comprenant une terrasse couverte
	Travaux autorisés le 7 avril 2025		
2025-41-3	M. Tamatoa, Aldo TAUHARA	Parcelle cadastrée n° 55, section BT (terre Ateivi 1, 2, 3 : parcelle A de la parcelle C) à Papeari	Travaux d'agrandissement de la chambre 1 d'une maison existante (« fare A ») et travaux de construction d'un mur en contiguïté
	Travaux autorisés le 9 avril 2025		
2018-362-6	M. et Mme Gautier et Jacqueline BOSSELUT née MOHI	Parcelle cadastrée n° 94, section CD (terre Maurau : partie – lot B) à Mataiea au PK 44,460 côté montagne au quartier Potiaai	Transfert de permis au nom de M. et Mme Gautier et Jacqueline BOSSELUT née MOHI pour des travaux de terrassement pour réaliser une plate-forme
	Travaux autorisés le 14 avril 2025		
2025-56-3	M. Manatea FAATIAU	Parcelle cadastrée n° 136, section DK (terre Tearamea 1 et 2 : lot 3 du lot 4) à Papeari	Travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F5 en bois comprenant une terrasse couverte
	Travaux autorisés le 23 avril 2025		
2021-206-5	M. Pierre, Matahi ORI	Parcelle cadastrée n° 43, section BO (terre Teavipeepée 1 et 2 : parcelle du lot 2 côté mer) à Papeari au PK 53,800 côté mer au quartier Pau	2nde Prorogation au permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F5 en bois avec une terrasse couverte

Commune de Teva I Uta			
Numéro	Noms	Situation	Nature des travaux
MFL/DCA/ TRV	Travaux autorisés le 23 avril 2025		
2022-53-5	SCA Teva Farms	Parcelle cadastrée n° 25, section DH (terre Domaine Brown : lot 1 partie) à Papeari au PK 52,900 côté montagne	Prorogation au permis de construire pour des travaux de construction d'un bâtiment d'élevage de poules pondeuses
2025-76-3	M. et Mme Frédéric et Roseline TERIITAHU née TUAIVA	Parcelle cadastrée n° 12, section BW (terre Tepumaroura 1) à Papeari – PK 54,600, côté mer	Travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F4 en bois comprenant une terrasse couverte
	Travaux autorisés le 25 avril 2025		
2025-92-3	Mme Teraimateata PAITIA	Parcelle cadastrée n° 113, section BT (terre Ateivi 1, 2, 3) à Papeari	Travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F4 en bois comprenant une terrasse couverte
2025-94-3	Mme Tauhere TAU	Parcelle cadastrée n° 25, section BN (terre Hauna 1) à Papeari	Travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F5 en bois comprenant une terrasse couverte
2025-96-3	M. Thierry TEMAIANA et Mme Méré, Pauline TUTURURAI	Parcelle cadastrée n° 25, section BN (terre Hauna 1) à Papeari	Travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois comprenant une terrasse couverte



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

- Journal authentifié

Le Journal officiel de la Polynésie française (JOPF) est publié sous forme d'un PDF officiellement authentifié. Le fichier PDF de l'édition complète est doté d'une empreinte SHA256, c'est-à-dire d'une chaîne de 64 caractères pouvant être utilisée pour s'assurer de l'authenticité de la version.

Pour connaître précisément l'empreinte numérique du document, puis la vérifier avec tout outil permettant de calculer un sha256, vous pouvez aller sur le site Lexpol et cliquer sur l'icône "i" située à côté du lien « Télécharger le fichier PDF authentifié ». Une fenêtre vous donnera l'empreinte numérique du document.

Enfin, vous pouvez retrouver les empreintes numériques des cinq derniers journaux officiels numériques JOPF ci-dessous :

- Empreinte numérique du JOPF n° 104 du 9 mai 2025 :
2d1a2d016eb570639437cf1b5d10ba75e8a7f3e7eb1b232f15153abe56311ecf
- Empreinte numérique du JOPF n° 103 du 8 mai 2025 :
05838661a21838c4836a729c886019f978fc15748d054d0b06ec3fc09c12f969
- Empreinte numérique du JOPF n° 102 du 7 mai 2025 :
43f35b0193c69943f62d4f7c5d8c507c41ed6b1e309fa426d8c270e681886572
- Empreinte numérique du JOPF n° 101 du 6 mai 2025 :
eb27c5590358d9dc9ebc56005092d0de53f6d9160c0f9442576d708583fd5472
- Empreinte numérique du JOPF n° 100 du 5 mai 2025 :
dddbd18d23404dc75d14e97f9965099b4d70142c38635287ac5525049dafd768

Le directeur de publication, Philippe MACHENAUD-JACQUIER